



Social amorphe

Fascisme meurtrier

M 02137 - 1710 - F: 2,50 €



Révolte turque

PAGE 10



RIENS UN PEU DE PEUR d'être obligé d'en pleurer. Invité d'Anne-Sophie Lapix dans *Dimanche* + le 2 juin 2013, Jean-François Copé, évoquant les primaires UMP à Paris, a lâché cette phrase: « Nous apprenons la démocratie, c'est assez nouveau. » Après dix ans au pouvoir, c'est une bonne nouvelle! Gageons que le Front national se frotte les mains: une bêtise pareille va leur faire gagner quelques électeurs. Alors, lapsus révélateur d'une pensée dissimulée ou aveu nécessaire pour soulager une conscience trop lourde de ce honteux secret de polichinelle? Quelle importance après tout? Nous ne sommes pas là pour sonder les sombres tréfonds de leur âme, mais pour les combattre.

Car c'est sous couvert de démocratie que nos politiques de droite puis de gauche ont laissé les plus dangereux mouvements d'extrême droite relever la tête et exhiler leur haine des libertés fondamentales. Plus grave encore, on les laisse agir en toute impunité: homosexuels tabassés, pressions anti-IVG sur les femmes, et plus récemment encore, jeune militant antifa décédé suite à une agression. La liste est longue malheureusement.

Espérons que lorsque l'UMP, après moult tâtonnements, aura découvert le merveilleux secret de la démocratie, il sera d'accord pour donner quelques cours aux autres partis politiques français. Pas sûr que ça les intéresse... Quant à nous, nous ne comptons pas sur les lois d'État pour endiguer cette marée brune.

Actualité

- Hommage à Clément**, par F. A., page 3
Présence du fascisme, par M. Rasjsfus, page 4
Météo syndicale, par J.-P. Germain, page 6
Allocs : procréez, camarades !, par M. Cailloux, page 7
La Chronique néphrétique de Rodkol, page 8

International

- Un lobby nazi aux États-Unis**, par M. Silberstein, page 9
La Turquie se soulève, par Relations internationales, page 10

Arguments

- Retour sur le Printemps français**, par P. Sommermeyer, page 12
IVG : retour vers le passé, par R. Pélagie, page 14
La drône de guerre, par N. Potkine, page 15
Du pragmatisme et de la révolution, par Gpe Orwell, page 16

Histoire

- Condorcet et les conventions nationales**, par Erwan, page 17

Sciences

- Une histoire de gènes**, par L. Magrou, page 19

À lire

- Notre-Dame-des-Landes en librairie**, par A. Bernard, page 21

Illustrations

**Aurelio, FYP, Kalem,
Krokaga, La Sala, Jhano, Valère**

Tarifs

(hors-série inclus)

- 3 mois, 12 n^{os} hebdo, 1 n^o hors série, les gratuits 25 €
6 mois, 18 n^{os} hebdo, 2/3 n^{os} hors série, les gratuits 50 €
1 an, 35 n^{os} hebdo, 5/6 n^{os} hors série, les gratuits 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Publications libertaires, 145, rue Amelot, 75011 Paris, 01 48 05 34 08

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

France et étranger

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an 95 €

Pour les chômeurs, les étudiants et les bénéficiaires du RSA, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOPFRPPXXX)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Hommage à **Clément** antifasciste à jamais



CLÉMENT, 18 ans, est mort, tué par des fascistes le 5 juin, près de Saint-Lazare. Une phrase suffit pour exprimer toute la gravité de la situation.

Le fascisme et les fascistes n'appartiennent pas au passé, la menace est toujours là, ils nous l'ont prouvé. Face à eux, nous devons nous organiser, lutter, faire bloc. Leur montrer que nous serons toujours là pour leur barrer la route. Que leurs idées ne valent pas les nôtres, qu'il n'y a aucun débat à avoir.

Il nous faut également dénoncer vivement les récupérations malsaines et politiciennes déjà mises en place par des organisations sociales-démocrates absentes de la réalité de la lutte antifasciste. Nous pensons particulièrement à l'Unef et au Parti de gauche, qui n'ont pas attendu pour organiser chacun un rassemblement en hommage à notre camarade. À défaut d'agir, ces gens s'approprient les morts, ils

sont moins remuants. On entend déjà les appels à la justice, à l'État et au gouvernement pour qu'ils interdisent les organisations fascistes, mais depuis combien de temps les organisations et les groupes révolutionnaires tirent-ils la sonnette d'alarme ?

Clément était militant à l'Action antifasciste Paris-banlieue et à Solidaires Étudiants Sciences-po, il était antifasciste et révolutionnaire.

La Fédération anarchiste adresse modestement ses condoléances à la famille et aux proches de Clément, et affirme qu'elle s'alliera à toutes les forces révolutionnaires, progressistes et honnêtes pour rendre hommage à Clément et continuer à défendre son engagement qui n'est pas mort avec lui.

Fédération anarchiste

Les fachos sont parmi nous

Maurice Rasjsfus

LES PUISSANCES TOTALITAIRES ayant été balayées il y a bientôt soixante-dix ans, les bons citoyens – ceux qui ne font pas de politique – sont persuadés que le fascisme n'est qu'un mauvais souvenir, l'une de ces vieilles lunes que l'on évoque pour effrayer les détracteurs d'un système démocratique qui ne cesse de mal se conduire. Alors, braves gens, n'ayez pas peur. Le fascisme ne serait pas à l'ordre du jour. Seule son ombre menaçante risque de faire peur.

Du passé, faisons table rase

Après la Libération de la France, en août-septembre 1944, les rescapés des mouvements fascistes, qui avaient pullulé durant quatre ans, disparaissaient comme s'ils n'avaient jamais existé. L'Union nationale, sous l'égide d'un général de brigade à titre temporaire, s'imposait comme modèle de société. Tous avaient été résistants et il est vrai qu'il y avait eu autant de ralliements à l'homme de Londres qu'à celui qui avait gouverné à Vichy. Bras dessus, bras dessous, socialos et staliniens affichaient une touchante unanimité, en compagnie d'anciens cagouleurs et membres d'Action française redevenus miraculeusement républicains. Cela ne devait pas durer, et chacun regagnera rapidement son camp. C'était au temps où le MRP (Mouvement républicain populaire) représentait une droite « acceptable », tandis que se profilait déjà le Parti républicain de la liberté, lequel prenait les marques d'une future extrême droite reconnaissante.

En 1947, peu de temps après avoir quitté le pouvoir, l'ancien chef de la France libre créait le RPF (Rassemblement du peuple français), pour en finir avec la « dictature des partis ». C'en serait bientôt terminé de ce fameux « esprit de la Résistance » et, la Guerre froide aidant, il n'était plus question que de rétablir ces États forts que les démocraties occidentales avaient combattu avec tellement de vigueur durant la Seconde Guerre mondiale. Tout naturellement, le parti de l'ordre s'était reconstitué, reprenant l'essentiel du pouvoir, profitant de la guerre d'Algérie pour réaliser un coup d'État à blanc en juin 1958. Bien sûr, nous avons connu ces alternances permettant d'affirmer haut et fort que la démocratie trouvait son compte entre ces allers et retours d'une gauche de moins en moins sociale et une droite retrouvant sa véritable nature.

État des lieux 2013

Les héritiers du général ont bien changé. En effet, ceux-là n'ont fait que revenir aux ambitions d'origine d'une droite n'ayant pour unique ambition que d'en terminer avec « la Gueuse ». L'UMP d'un certain Nicolas Sarkozy, persuadée d'en avoir terminé avec la démocratie consensuelle, traçait la voie vers un État fort, estimant qu'en ayant acquis le pouvoir l'extrême droite n'était plus nécessaire pour servir de croque-mitaine. La bonne droite, dite classique, étant en capacité de tenir sous le joug une population sommée d'oublier le passé révolutionnaire de ces anciens. Même avec la crise conjoncturelle, risquant de remettre en cause les acquis sociaux, il fallait se résoudre à être satisfait car, sans les nouveaux sauveurs, la situation aurait pu être pire.

Où en sommes-nous ? Nous avons déjà la droite dite républicaine, la Droite populaire et la Droite forte, ces tendances de l'UMP qui, à l'occasion, trouvent parfaitement normal de s'acoquiner avec le Front national. Comme il est dit dans les Évangiles : « Il y a plusieurs demeures dans la maison du Père. » C'est pourquoi, aux côtés d'une UMP aux dents longues, nous trouvons ces centristes, qui ne sont pas seulement une droite molle, tenant d'une pauvre idéologie, toujours prêts à se rallier au parti de l'ordre lorsque la patrie est en danger. Ceux-là prêtent surtout à rire et un excellent humoriste expliquait : « Le centre, c'est au fond et à droite ! » Bien sûr, ces bons démocrates ne sont pas des fascistes, mais ils sont toujours prêts à trouver un terrain d'entente avec les nationaux de tous poils.

Le long débat parlementaire sur le « mariage pour tous » a eu au moins l'intérêt de mettre en lumière le retour très visible des sectes fachos. Alliés aux cathos intégristes qui, en cette occasion, ont recommencé à exhiber leurs bannières ornées du cœur et de la croix. Durant plusieurs semaines, ce véritable défilé de mode, avec des petits salauds du meilleur monde, accompagnant leurs parents pour exhaler leur haine des libertés fondamentales, nous rappelait que, si on les avait oubliés, les nostalgiques du fascisme et du nazisme étaient toujours parmi nous. Il fallait convaincre le bon peuple de la nécessité du retour aux règles morales anciennes. Celles qui permettaient de contraindre les mal-pensant d'emprunter le rail obligé.

Sans honte, au premier rang de ces impatients désireux de mettre à mal ceux qui se désignent toujours comme des socialistes, il était possible de voir se dandiner Christine Boutin et Jean-Pierre Raffarin, François Fillon et Jean-François Copé, sous le regard attentif de Frigide Barjot. Tous se plaignant d'avoir été gazés par les forces dites de l'ordre postées devant l'Assemblée nationale ou le Sénat, car ces honnêtes citoyens n'avaient pas renâclé à suivre les authentiques nervis du GUD ou du Bloc identitaire, lors d'affrontements avec les CRS et les gendarmes mobiles. Tous hurlant, ensuite, leur indignation d'avoir été traités comme de vulgaires gauchistes ou des anarchistes impénitents.

C'est quoi, le fascisme ?

Comme l'ont utilement rappelé, dans l'une de leurs récentes publications, Réflexe et la Horde, les charmants éructeurs de la droite, dite populaire, de l'UMP ont, pour la plupart, été éduqués, au sortir de l'adolescence, au GUD, à l'UNI ou au MIL. Quant à la droite forte, rassemblée au sein du même parti, elle regroupe, sous l'égide de Guillaume Peltier, des anciens du Front national. Tous ces démocrates, bien connus pour leur humanisme, ne sont jamais gênés de se retrouver côte-à-côte avec les cathos intégristes de l'Institut Civitas, suivis de près, sans doute, par des organisations anti-IVG comme La Trêve de Dieu ou SOS Tout-Petit.

Comme il ne faut pas oublier ceux que l'on présente régulièrement comme des trublions caricaturaux, peu dangereux, permettent de mettre en relief les « vrais » démocrates de la droite dite républicaine, les médias nous instillent des piqures de rappel ayant pour objet de nous enseigner que nous sommes toujours un pays de liberté. Ainsi, le 10 mai, dans sa matinale, Canal + nous présentait quelques membres de ces Jeunesses nationalistes, dont le chef se nomme Alexandre Cabriac, s'agitant derrière une banderole ornée de croix celtiques. Ce *führer* au petit pied appelant à la venue d'une indispensable Révolution nationale, expliquant que la France était assise sur un baril de poudre et que cela n'allait pas tarder à péter. Le même Cabriac ne manquant jamais de lever le bras pour un énergique salut nazi.

Très récemment, à la télévision, sur France 5, dans l'émission d'Yves Calvi «C'est à dire», de doctes professeurs à Science-po s'étaient évertués à nous expliquer que, non, décidément, le Front national n'était pas un parti fasciste. À la limite, ces piètres politologues nous auraient presque convaincus que, au fond, la tribu Le Pen était un parti démocratique parmi d'autres. À la limite, ces bons apôtres nus auraient même susurré, la main sur le cœur : «Vous voyez bien qu'ils ne sont pas nazis, ils n'ont même pas de brassard à croix gammée!» Oublié le passé proche où Jean-Marie Le Pen avait dans son entourage d'authentiques gredins, qui s'étaient très mal conduits à l'époque de l'Occupation.

Dans le même temps, on nous fait remarquer que la fille Le Pen s'efforce de recentrer la boutique de son papa, jusqu'à la rendre honorable, au point qu'il lui serait possible de proclamer que le Front national est le plus grand parti ouvrier de France. Tout cela irait dans le sens désiré par nos honnêtes analystes politiques cités plus haut qui nous prennent pour des débiles profonds. Ceux-là désirent-ils nous persuader, avec quelques années d'avance, de l'inéluctable alliance entre les grands démocrates de l'UMP, qui vendraient leur mère pour ne pas rater leur retour au pouvoir, et les rapaces du FN qui piaffent d'impatience pour enfin accéder à leur tour aux palais de la République ?

Mon inséparable compagnon de route, Petit Robert, nous fournit cette excellente définition du fascisme : «Mouvement fondé en 1919 par Mussolini qui rassemblait des petits groupes d'anciens combattants. Après la Marche sur Rome, le mouvement se transforma en un véritable régime politique dont la doctrine, tout à fait empirique, se dessina au gré des événements, en vue de la conquête du pouvoir et de la conservation du pouvoir total. Pour Mussolini, l'individu s'effaçait devant l'État totalitaire et centralisateur. Le parti fasciste devait jouer le rôle d'une élite parmi laquelle étaient choisis les fonctionnaires et les membres des formations paramilitaires, volontaires pour la sécurité nationale. Par son intermédiaire, le fascisme encadrait l'individu pour annihiler tout esprit critique et pour réduire les antagonismes sociaux : le système corporatiste devait supprimer la lutte des classes... Pour les fascistes cohérents, l'autorité imposée est inséparable de l'ordre, voire de la contrainte.»

Rien ne vaut l'original mais les tentations sont fortes d'y ressembler...

Appliqué au régime sarkozyste, refusant toute légitimité aux «corps intermédiaires» aussi bien qu'aux divers élus, particulièrement du secteur syndical, le schéma ci-dessus correspond étrangement à cette sinistre idée de la France que se faisait Nicolas Sarkozy, du style : «Je ne veux pas voir une tête dépasser des rangs» ou bien : «J'ai ma propre solution pour tous les problèmes... Votre opinion ne m'intéresse absolument pas, et si vous n'êtes pas satisfaits, cassez-vous pauvres cons ou on vous traitera au Kärcher!» Plus fine que son père, l'héritière de la Maison Le Pen



estime qu'une grande alliance est possible avec les courants de l'UMP qui n'ont pour projet essentiel que de reconquérir le pouvoir, et ensuite de le conserver par tous les moyens possibles. Cette approche était parfaitement visible, avec une Lepénisation des esprits tout au long de la campagne pour l'élection présidentielle de 2012. Ce qui sépare les uns et les autres se résume désormais à un simple problème de leadership.

Le facho que les uns redoutent, et que d'autres considèrent comme un énergumène, simple survivance d'un passé révolu, ce peut être votre voisin de palier, le gardien de l'immeuble, le quidam souriant croisé dans la rue ou, surtout, le policier qui n'apprécie rien tant que les régimes musclés qui attendent tout de lui. Ce n'est pas là un simple point de vue de l'esprit, une crainte exprimée par les rescapés d'une autre époque. Les fachos sont effectivement parmi nous et pas seulement parmi les revanchards qui ne se sont pas remis d'avoir perdu ce pouvoir qui ne peut que leur appartenir. Qu'ils participent aux tendances dures de l'UMP ou au Front national, arborant un faux nez, ceux-là sont prêts à toutes les compromissions avec les fascistes proclamés, et pourquoi pas les néonazis. Il faut avoir la

mémoire longue et se souvenir des élections régionales de 1998, lorsque d'honnêtes dirigeants du RPR n'avaient pas hésité à s'allier avec des élus locaux du Front national pour ne pas perdre certaines présidences de régions.

En ces années 2010, il paraît évident que les frontières entre les droites sont de plus en plus ténues. Il n'est plus question de résister simplement à la vague proto-fasciste qui menace de déferler. Aujourd'hui, après les démonstrations qui ont suivi le débat sur le mariage pour tous, il est tout à fait évident que les gros bras du Front national, bras dessus, bras dessous avec les nouveaux idéologues de l'UMP, risquent d'apparaître comme de doux rêveurs. Laissant une partie de leur terrain de chasse aux néonazis. Lesquels ont profité de cette opportunité pour tenter d'imposer les éléments d'une morale rappelant une autre époque. Ceux-là sont surtout caricaturaux. Les plus dangereux, pour leur propre interprétation de la démocratie, sont encore les affidés des Sarkozy et des Copé qui, la bave aux lèvres, n'attendent que l'occasion, celle qui fait le larron, pour nous enseigner ce que pourrait signifier une forme moderne du fascisme.

M. H.

Brèves de combat

En France, les flics peuvent tuer en toute impunité!

Un scandale : le parquet de Rennes a requis un non-lieu pour les policiers qui avaient poursuivi deux adolescents, Zyed et Bouna, en 2005 à Clichy-sous-Bois, avant que ces derniers ne meurent électrocutés dans le transformateur EDF où ils s'étaient réfugiés. Peut-être que ces flics étaient coupables, mais pas responsables?

Série noire

Un employé de France Telecom a été découvert pendu dans les locaux de l'agence où il travaillait à Roubaix (Nord). Cette mort relance la question du management dans l'entreprise. 57 employés se sont donné la mort entre 2008 et 2010, et une instruction judiciaire est en cours. Il serait temps...

Éducation au rabais!

Selon le Snes-FSU, un projet de décret vise à diminuer de 400 euros brut la rémunération proposée aux professeurs et conseillers principaux d'éducation débutants: si ce décret est publié au Journal officiel, ceux-ci ne toucheraient que 1 600 € brut mensuels, au lieu des 2 000 € actuellement. Le syndicat s'étonne de cette mesure et *Le Monde libertaire* aussi: rien de mieux pour déguster les «djeûnes» de l'enseignement et les faire plutôt se tourner vers la finance, ou... la politique, beaucoup plus juteuses!

Météo syndicale

ENTRE ANNONCES des festivals de l'été, crime de l'extrême droite radicale, pas mal de candidats se positionnent pour prendre place dans le paysage politique afin de gérer les intérêts du marché. On en oublierait qu'avant les vacances d'été (pour celles et ceux qui peuvent se les payer) les pouvoirs publics vont organiser avec les partenaires dits sociaux des réunions. Si on a bien compris, il s'agit de s'occuper des retraites, des individus comme des textes qui les régissent encore.

A l'instar du Code du travail, donc à sauce de Bruxelles... il y a du mouron à se faire¹. Déjà des acquis sont rabotés ça et là; par exemple prenez les «travailleurs de assainissement» (entendez par là les égoutiers). Jusqu'ici ils avaient droit à un départ anticipé en retraite. À la date du 1^{er} juillet prochain, la Caisse des retraites des agents des collectivités territoriales envisage de réduire de trois mois la «ristourne» accordée... Avec un espérance de vie inférieure à celle des autres salariés, ce qu'ils ont n'est quand même pas un luxe!

Pour ce qui est de l'organisation patronale, le Medef donc, comme disent certaines gazettes, ça se déchire grave sur l'après-Parisot. On se souviendra que cette dernière souhaitait ardemment rempiler, mais que le consensus n'était pas là... La semaine dernière, un vote consultatif a eu lieu au sein de l'organe dirigeant, c'est-à-dire le conseil exécutif. Celui-ci a désigné Geoffroy Roux de Bézier² d'une courte tête. Mais les choses seront vraiment tranchées le 3 juillet à l'assemblée générale du Medef (560 votants).



Selon les derniers pronostics, ce serait «l'excellent» Pierre Gattaz le grand favori³. À quelle sauce sera finalement mangé le monde du travail?

Si ArcelorMittal semble aujourd'hui appartenir au passé on peut se perdre dans les péripiéties du bras de fer à l'usine Goodyear d'Amiens-Nord. Avec en toile de fond une division syndicale quasi tonitruante entre CGT et SUD. À qui profite la division?

Jean-Pierre Germain

Groupe Salvador Seguí
de la Fédération anarchiste

1. La chose s'appellerait conférence sociale et s'écoulerait du 20 au 21 juin... Emploi, qualité de vie, retraite seraient (entre autres) au programme. Annonces, propositions, négociations? Le brouillard reste complet!

2. Celui qui vise à la charge patronale suprême est patron d'un opérateur téléphonique et ex-président de l'Unedec.

3. Fils d'Yvon qui dirigea le CNPF de 1981 à 1986. On lui «prête» l'intention de passer tous les exemplaires du Code du travail au pilon!

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



Allocs : c'est combien ?



TROIS FOIS MÉDAILLE D'ARGENT dans les conflits qui l'ont opposée à son voisin d'outre-Rhin, la France des Napoléon, des Clémenceau et des Pétain est sous l'emprise de la fièvre nataliste. Sans doute on imagine que l'on eût botté le derrière des Prussiens si seulement on avait eu un ou deux joueurs de plus...

Le mal est tel que, alors que l'Europe entière prend acte, par une baisse de la fécondité, de la crise actuelle, du chômage de masse, de la dégradation rapide et probablement durable de la qualité de vie, des enjeux immenses de la transition énergétique, et alors qu'il n'est plus question pour notre pays d'une quelconque revanche sur l'ennemi héréditaire, devenu ami de toujours, la France unanime se vante de la fécondité exceptionnelle, qu'elle cite comme son principal domaine d'excellence, de ses habitantes. Et loue la sagesse des politiques constantes qui encouragent et soutiennent cet effort de prolifération.

Selon le site Internet du Monde, «la France consacre aujourd'hui environ 5 % du PIB à la politique familiale, soit à peu près 100 milliards d'euros»¹. L'enfant paru, il faut l'éduquer nationalement: 138 milliards d'euros (7 % du PIB). On dépense un argent fou pour pousser les gens à faire des gosses qui, pour un bon dixième, peupleront les bureaux de chômage et dont un bon gros tiers vivra les joies de la précarité. Sans parler des autres qui exigeront probablement des centrales nucléaires pour nourrir leur voiture et leur téléphone. Et on dépense encore des sous pour chasser les étrangers venus peupler ce pays qui prétend manquer de monde... Vous trouvez ça logique, vous ?

Et si, au lieu de subventionner la production de chômeurs, on finançait les centres de planning familial, le remboursement des contraceptifs, de grandes campagnes d'information sur le contrôle des naissances et le libre choix ? Si on ôtait les ridicules lunettes roses qu'on se croit obligés d'arborer quand il s'agit d'enfance, pour remettre la procréation à sa place : une possibilité, pas une obligation ; un désir individuel, certes, mais aussi un choix de société, qui à ce titre relève de l'exercice collectif de la liberté (le corps social, pour qui la naissance d'un enfant crée le devoir de l'accueillir et de lui offrir une vie décente, peut être un acteur de la décision). Si on passait de la fantasmagorie patriotico-religieuse à la vie consciente et responsable ?

Mais la politique d'encouragement à la procréation reste une vache sacrée : malheur à qui en remet une quelconque part en cause ! On peut parier que ce pauvre Hollande, en décidant de ne plus sponsoriser les saillies catholiques dans les familles les plus aisées, se fait déjà traiter de mangeur d'enfants. Pour un tout petit milliard, là où j'en aurais pris quinze !

Moïse Cailloux

1. «Politique familiale : état des lieux, enjeux et propositions pour une rénovation», par le pôle «affaires sociales» de Terra Nova, et Guillaume Macher, sur www.lemonde.fr.

Sortir ou entrer dans le nucléaire ?

Le procès du «putsch» du réseau Sortir du nucléaire s'est déroulé le jeudi 6 juin 2013 au tribunal de grande instance de Lyon. Les plaignants, d'anciens administrateurs, demandent l'annulation de leur révocation et du licenciement du porte-parole Stéphane Lhomme. Loin de relever de simples «bis-billes» entre militants, cette affaire est en réalité celle de la mise au pas du mouvement antinucléaire juste avant que EELV ne passe alliance avec le très pronucléaire PS. À suivre, donc...

Nouveaux opposants au gaz de «pschitt»

Les brasseurs allemands estiment que l'exploitation du gaz de schiste pourrait menacer les nappes phréatiques et, donc, par effet dominant, la qualité de la bière. Nous comptons donc aujourd'hui parmi les opposants au gaz de schiste les brasseurs bavarois... Prosit!

Marchands de sable

L'extraction du sable représente une manne de 70 milliards de dollars annuels, son pompage en mer provoque par ricochet des glissements de dunes, voire pire, la disparition d'archipels entiers... Et tout le monde s'en fout!

Chronique néphrétique

La retraite des morts (Le retour)

C'EST QUOI une pension de retraite? C'est une somme que j'ai mise de côté, année après année, trimestre après trimestre lorsque je travaillais? Non. Bien sûr, le décompte par points, par annuités me fait penser que... Mais non. Je ne mets rien de côté. Les retraites qui sont payées en 2013 le sont avec l'argent de 2013, pas celui des années précédentes. Les pensions versées sont un partage des richesses produites, un pourcentage du PIB. Sinon, comment expliquer que les caisses de retraites aient pu payer les retraites dès leur création? (Elles n'ont pas attendu quarante ans avant de liquider les premières...) Le problème des retraites, ce n'est pas entre actifs et retraités, c'est entre exploiters et exploités. C'est la question du partage des richesses. C'est de la lutte de classes. Et nous la perdons. D'une part, parce que nous nous laissons voler une part croissante des richesses produites. Mais aussi parce que travailler jusqu'à la mort, c'est ne jamais quitter le marché de l'emploi. C'est rester soumis à la logique capitaliste, sans échappatoire. Alors que retraité, touchant une pension décente, encore en pleine possession de mes moyens, voire amoindri, je peux aider, créer, inventer, participer, travailler, sans compte à rendre à un patron.

On peut garder sa qualification (son salaire) jusqu'à la mort? Donc on pourrait la garder dans d'autres circonstances: avant même de travailler, en étant malade, après un accident du travail, en élevant des enfants, en étant au chômage. Retraité, je suis potentiellement l'antithèse du système. Alternative à abattre, selon le patronat. Lequel veut nous obliger à rester le plus longtemps possible soumis à la loi de l'offre et de la demande, jusqu'à crever au boulot, comme le dénonçait la CGT au début du xx^e siècle. À l'époque, le syndicat ne soutenait même pas la création des caisses de retraites, il appelait cela «la retraite des morts». La mort fauchant les travailleurs avant qu'ils ne puissent bénéficier d'une quelconque pension... Au moins, ils ne coûtaient pas cher! Ah le temps béni où la main d'œuvre crevait au boulot! Si l'on pouvait, pense le Medef, retrouver «la belle époque»...

Quand je «liquiderai» ma retraite, si je ne suis pas liquidé avant, j'aurai quel âge? Les médias ont relancé la machine à faire peur: augmentation du nombre d'annuités à 44, je calcule et je trouve 70 ans! Mais je serai sou-

lagé quand on me dira que ce n'est que 68... C'est moins pire que prévu, jusqu'à la prochaine fois. Le jeu du chat et des souris. Combien de temps encore allons-nous accepter ces reculs? Tant qu'il ne sera pas prouvé que le discours patronal et politicien est faux, mensonger. Tant qu'il ne sera pas dénoncé ouvertement, à grande échelle, comme une intoxic.

Mais il est «normal» que je travaille plus longtemps puisque je vais vivre plus longtemps? Sauf que je ne vais plus vivre très longtemps si je travaille plus longtemps! Bon c'est vrai que c'est pas un travail pénible. Prof en ZEP, c'est du velours. Aucun stress, bonne ambiance. Taux de suicide correct. C'est comme, euh... infirmière ou plombier ou commercial ou ce que vous voulez, y pas tant que cela de travaux pénibles, hein? Youkadi Youkada! Le problème n'est pas là! Nous avons tous autre chose à faire de notre vie. Et il ne s'agit pas de loisirs, de repos, mais bien souvent de travail. Regardez les retraités autour de vous... Sauf que ces travaux, ces productions de richesses ne sont pas comptabilisés, car il sont «hors marché».

Partir en retraite à 60 ans, c'est avoir produit beaucoup plus longtemps qu'à une époque où l'on mourait dix ou quinze ans plus jeune. De plus, la productivité a fait des bonds colossaux depuis cinquante ans! Avec tout cela, les caisses sont déficitaires? Arnaque! Le PIB est aux alentours de 2000 milliards d'euros. 1 200 vont aux salaires, 800 aux profits. Et on nous parle d'un «déficit» de 20 milliards! Il faut augmenter les cotisations! Facile à dire? Mais plus personne n'ose le dire...

L'autre solution, selon le Medef: Les gouvernements successifs s'étant chargés de nous faire comprendre que ces pensions allaient diminuer, du fait que nous allons être si nombreux, nous les futurs vieux, et que les «actifs» n'arriveront pas à les payer, il nous faut mettre de l'argent de côté, «ailleurs», on appelle cela capitalisation. Alors tu deviens rentier: ton capital-prévoyance, ta capitalisation, ton fonds de pensions te permettent de vivre. C'est bien, ça, rentier! Tu alimentes le système... jusqu'à ce qu'il te plume un jour. Mais ainsi, tu n'en seras jamais sorti...

Rodkol

rodkol@netcourrier.com



Nazi dans le rétro



CERTES, le fait a plus d'un an. Toutefois le symbole est assez fort, même au pays du Ku Klux Klan : un membre de l'American Nazi Party (ANP), John Bowles, est devenu lobbyiste à la Chambre des représentants et au Sénat¹. Aux États-Unis, le lobbyisme est une activité officielle et les lobbyistes voulant exercer au Sénat doivent donc s'enregistrer auprès de cette institution. Cette activité se donne pour but de rencontrer les parlementaires pour leur faire prendre des décisions en faveur du lobby x ou y. Autrement dit, dans ce cas de figure, les parlementaires auront à décider si cet homme est fréquentable et si oui, si ses propositions sont susceptibles de donner lieu à des suites législatives – sa première intention étant de rendre plus faciles les candidatures nazies à divers scrutins. On trouve aussi des revendications en faveur de la cause animale, de l'environnement, des fermes familiales, et last but not least, de la protection de la nation et du droit à porter des armes (contre ce que l'ANP appelle le « lobby juif des anti-armes au Congrès »). Voilà pour la fonction². L'homme maintenant : Bowles était autrefois membre du National Socialist Movement ; mais regrettant que les gens dans son pays ne savent pas très bien ce qu'est le national-socialisme – en lisant surtout le mot honni de « socialisme »... –, il a préféré adhérer à l'ANP, le mot « nazi » étant, lui, sans ambiguïté. Comme il le dit sans ambages : « À l'avenir, quand les gens arriveront au bureau de vote et verront la croix gammée, ils sauront ce pour quoi ils peuvent voter.³ » Le parti maintenant : l'ANP est bien évidemment un parti suprémaciste blanc, promoteur d'une république aryenne en Amérique. Sur son site dédié à son activité de

lobby, une rubrique s'intitule benoîtement : « Pourquoi les Américains devraient-ils apprécier Adolph Hitler ? » On trouve aussi une liste nominative des membres des deux chambres par types raciaux : Juifs, Noirs, hispaniques, etc., sous la rubrique « Le lobby israélien en Amérique et le maquillage racial du Congrès US ». Ah la liberté d'expression poussée jusqu'à l'absurde ! Une belle leçon made in USA...

Sur le site du parti (orné d'une croix gammée revêtue de la bannière étoilée des USA), il est demandé que l'État promeuve la culture aryenne et ses enseignements, et se débarrasse de l'art « moderne » et de la musique « moderne », telle que le « rap » ! Il est demandé à l'État de prendre des mesures eugéniques dites « positives » visant à la reproduction privilégiée des « meilleurs éléments raciaux de la république aryenne » et d'eugénisme « négatif » en œuvrant « pour que ne se répandent plus les défauts héréditaires et le sang racialement impur au sein du patrimoine génétique de la communauté raciale ». « Une renaissance spirituelle » est réclamée pour les valeurs de la nation blanche, aryenne. Rien que de très banal venant de cette fange encore fertile, mais rien que de très écoeurant, surtout quand on pense que la Grèce a franchi le pas de l'oïe en installant au cœur de l'Europe des députés néonazis et leur milice, laquelle quadrille les villes en chassant les métèques – notons-le, dans l'indifférence des médias français...

« Heil Myself ! »

En fait, j'ai retrouvé cette information à propos d'un très récent exemple de ce que les États-Unis peuvent exhiber quand il s'agit de leurs extraordinaires capacités à produire le

summum du grotesque et du sordide mêlés. Début juin, un homme s'est rendu en uniforme d'officier nazi à un tribunal des affaires familiales afin de plaider sa cause. Heath Campbell, demeuré en chef de sa phalange, portant moustache, coupe de cheveux à la Hitler et svastika tatoué sur le haut du cou, a cru pertinent de s'attifer de la sorte pour demander qu'on lui rende ses quatre enfants que les services sociaux avaient retiré à sa tutelle parentale pour cause de négligence et de violences domestiques. Selon ses dires : « Si ce sont de bons juges et de bonnes personnes, ils regarderont ce que je suis à l'intérieur et ne s'arrêteront pas à l'apparence. » Le problème, c'est qu'en son for intérieur, il reste un pourri de nazi ! Les enfants avaient été prénommés : Adolf Hitler, JoyceLynn Aryan Nation, Honszlynn Hinler Jeannie (allusion à Heinrich Himmler) et Heinrich Hons (idem). Comme le dit un copain, la vie de famille devait être gratinée : « Adolf Hitler, arrête de persécuter Aryan Nation ! »

Pendant ce temps, à Paris, un jeune homme, Clément Méric (militant SUD et Action antifasciste Paris-banlieue), s'est fait tabasser à mort par des néonazis français...

Marc Silberstein

Groupe libertaire Louise-Michel

1. Source : *Le Monde*, 14 avril 2012.

2. À noter l'exergue du site de l'ANP dédié à son activité de lobbyisme : « Écrasons le contrôle du Sénat par les lobbyistes sionistes. »

3. Source : le quotidien *The Hill*, 13 avril 2012.

Bons baisers d'une **Turquie** en révolte

« Lorsque le pouvoir met en danger la vie,
la vie devient résistance. »

Occupy Gezi

Relations internationales de la FA

Gezi Park et Taksim : épice centre politique

Le centre d'Istanbul subit une dynamique de gentrification accélérée, en particulier dans les quartiers anciens de la ville où habitaient les pauvres, les immigrés, les Kurdes et les Roms. La rénovation urbaine vise à nettoyer ces quartiers des populations susceptibles de faire fuir les touristes. Un nouveau centre-ville attirerait les investissements étrangers pour le transformer en centre financier et culturel. Les amis entrepreneurs de l'AKP, parti au pouvoir depuis onze ans, sont favorisés dans ces opérations de modernisation. Par exemple, le genre de Erdogan s'est vu confié la rénovation du quartier central de Taksim.

Gezi Park (« parc de la promenade » en turc) reste le seul îlot vert de la mégapole, au sein du quartier de Taksim. Il doit être rasé afin de laisser place à la réplique d'anciennes casernes militaires de l'empire ottoman pour accueillir un centre culturel, un centre commercial et un musée de la ville. Une nouvelle mosquée devrait également y voir le jour. Quelques arbres ont été abattus illégalement fin mai. Défendre le Gezi Park est alors devenu un enjeu symbolique fort. Des contestataires pacifiques et écologistes dormaient dans des tentes sous les arbres. Un mouvement de soutien et de contestation s'est mis en place et s'est intensifié via les réseaux sociaux pour en promouvoir la conservation. D'autres projets mégalos sont prévus, comme la construction du plus important aéroport d'Europe (sorte de super-Notre-Dame-des-Landes), le chantier d'un troisième pont, passant au-dessus du Bosphore, relié à une nouvelle autoroute périphérique (85 000 hectares de forêts protégées menacés), d'autres centres commerciaux et la « plus grande » mosquée du monde sur la colline de Camlica surplombant la ville.

La place Taksim incarne le rendez-vous emblématique des manifestations de la société civile et un haut lieu de mémoire. Le 1^{er} mai 1977, une trentaine de manifestants y ont été tués sans que les circonstances ne soient encore élucidées. Depuis 2010, le défilé de la fête des travailleurs a été à nouveau autorisé. Cette année, il a été interdit en raison des travaux en cours. Des fortes tensions étaient déjà perceptibles, mais rien n'annonçait alors le soulèvement de masse du 31 mai 2013.

D'Istanbul à l'ensemble du pays : répression et propagation des révoltes

Au pouvoir depuis 2002, le gouvernement d'AKP, issu du mouvement islamiste de Mili Gorus (Vision nationale), a su marier les politiques néolibérales avec un conservatisme basé sur la religion et le nationalisme. Il s'est révélé rapidement être un gouvernement autoritaire et dictatorial. Il y a, actuellement, 10 000 prisonniers kurdes, parmi lesquels de nombreux élus, une trentaine de maires, des députés, des journalistes, des avocats... S'y ajoutent des syndicalistes, des étudiants et les opposants au pouvoir... Dernièrement, le gouvernement a interdit la consommation d'alcool dans la rue après une certaine heure, créant ainsi un énorme débat dans la société turque.

Le 31 mai, la police turque a lancé une attaque violente contre les manifestants paisibles de Gezi Park : gaz lacrymogènes en tirs tendus, canons à eau, incendie des tentes, balles de plastique... Dès lors, une mobilisation spontanée s'est créée dans le quartier et les conflits se sont étendus dans d'autres quartiers de la ville. Ainsi, plus de 50 000 personnes étaient dans les rues et la police turque a redoublé de violence et a sévèrement réprimé ces contestations. L'accumulation de

colère contre les privations des libertés de la presse, d'expression, syndicales, politiques, sexuelles et des droits de minorités ethniques et religieuses a pris la forme de révoltes qui se sont généralisées à l'échelle du pays. La terreur d'État et les violences policières sont la règle.

La riposte ne s'est pas fait attendre. Depuis le 1^{er} juin, la protestation se propage dans toute la Turquie sans faiblir. Les gens sont descendus dans les rues d'Ankara, Izmir, Eskisehir, Sakarya, Isparta et de nombreuses autres villes. Dans Istanbul, les postes de police ont été attaqués. Les anarchistes ont affronté les groupes fascistes. Des milliers de personnes ont traversé à pied et de nuit le pont du Bosphore, pendant que la police essayait d'empêcher les émeutes de la rive asiatique ne rejoignent celles de la rive européenne. Des centaines de milliers de manifestants se sont battus, déplaçant les barricades pour virer la police, réoccuper Taksim et Gezi Park, et résister. Le gouvernement a bloqué les entrées de la place Taksim et la violence de la police a atteint des sommets. Il y a eu plus de 230 manifestations dans presque 70 villes en une semaine. Le 6 juin, le bilan est très lourd : deux manifestants tués et un policier décédé (mort suite aux blessures dues à une chute d'un pont en poursuivant des manifestants), 4 355 personnes blessées en une semaine, dont 47 très grièvement, a déclaré jeudi le Syndicat des médecins turcs. Après plus de quatre jours de révolte à Istanbul, on comptait déjà plus de 1 700 arrestations dans le pays. La majeure partie a été libérée.

Les femmes résistent aux côtés des autres opprimés. Elles ont de nombreux griefs contre le Premier ministre, Tayyip Erdogan, et ses sbires : la promotion du lynchage des femmes par les hommes, la tolérance de l'assassinat de



Valère.

femmes par des hommes (loi sur les « provocations injustifiées »), l'absence de lieux d'accueil pour permettre aux femmes d'échapper à la violence domestique des hommes, la stigmatisation des femmes violées et harcelées (jugées immorales et non chastes), la pression sur les femmes violées pour qu'elles accouchent des enfants issus de ces viols, l'assimilation de l'avortement au meurtre, l'absence de crèches mais l'obligation de donner naissance à au moins trois enfants, la condamnation à la pauvreté, au travail précaire, aux emplois incertains et à vivre dans des conditions proches de l'esclavage, la définition du travail domestique comme devoir des femmes, l'acharnement sur les femmes et les familles qui vivent de manière indépendante des hommes. Le collectif des féministes turques appelle toutes les femmes à descendre dans la rue et à se rebeller pour leur libération afin de ne plus subir l'oppression et l'exploitation des hommes.

La solidarité se met en œuvre dans les rues : les petits magasins, les maisons et universités, toutes les pharmacies ont ouvert leurs portes aux manifestants. La Chambre des architectes et les bureaux d'ingénieurs turcs sont transformés en hôpitaux avec des médecins et des infirmiers bénévoles. La Confédération des syndicats du secteur public (Kesk), qui a appelé mardi 4 juin à un arrêt de travail de deux jours par solidarité avec les manifestants, devait être rejointe mercredi 5 juin par la Confédération syndicale des ouvriers révolutionnaires (Disk), qui reven-

dique 420 000 membres. Des rassemblements de solidarité ont eu lieu partout dans le monde, à travers l'Allemagne, aux Pays-Bas, au Royaume-Uni, en Espagne, en France, en Grèce, à Chypre, à New York, à Buenos Aires... Les Anonymos ont piraté les sites du parti au pouvoir, de la police d'Istanbul, de la municipalité d'Ankara et de nombreux autres organismes gouvernementaux.

Facteurs spécifiques à cette lutte : lignes de faille

Les médias turcs, qui sont directement contrôlés ou ont des liaisons politiques et économiques avec le gouvernement, refusent de traiter des incidents, et les agences de presse turques ont bloqué la diffusion de l'information sur les événements concernant le parc de Gezi. Le jeu cynique de la manipulation médiatique s'opère également sur le nombre de blessés en minorant celui des manifestants et en majorant celui des policiers. C'est à juste titre que les manifestants scandent : « On ne veut pas d'une presse soumise ! »

Ce 4 juin, lors d'une conférence de presse, Bülent Arınç, vice-Premier ministre et porte-parole du gouvernement, a présenté ses excuses aux manifestants blessés. Il ne suffira pas d'un appel au calme ou de maigres excuses pour que les révoltes prennent fin. Le gouvernement doit garantir a minima « le respect des libertés collectives et individuelles, et en particulier les libertés d'opinion et d'expression. La liberté de réunion et de manifestation doit être assurée ». Les partis d'opposition (en particulier les

kémalistes) font leur possible pour récupérer ce qu'ils peuvent de la dynamique actuelle. Ils surfent sur la vague de politisation dans l'espoir de reprendre un jour le pouvoir à leur compte. Par ailleurs, le gouvernement et les médias jouent de leur collusion pour stigmatiser les radicaux, les anarchistes, les potentiels « terroristes » prenant part à la lutte et pour marginaliser les contestataires alors qu'il s'agit d'une des révoltes les plus massives dans l'histoire du pays.

« Le mouvement de Taksim ne s'inscrit pas dans les schémas politiques traditionnels car il rassemble des courants très différents ; activistes d'extrême gauche, écologistes, syndicalistes, communauté LGBT, minorités ethniques, militants associatifs, supporters du club de football de Beşiktaş et habitants des différents quartiers d'Istanbul. [...] Sur les mêmes places se retrouvent révolutionnaires, libertaires, républicains, nationalistes, Kurdes, Arméniens... La place de plus en plus importante occupée par les nationalistes et la vacance du pouvoir laissent craindre une résolution politique brutale (l'histoire de la Turquie connaît de nombreux coups d'État). »

Le ras-le-bol de la dérive autoritaire d'Erdogan, de la politique islamocapitaliste et du gouvernement en place a représenté une excellente opportunité pour fédérer le mouvement afin de résister. Espérons que la soif d'émancipation des individus, des groupes et, qui sait ?, de la Turquie dans son ensemble permette de dépasser le cadre sclérosé de la démocratie représentative. Le défi est de taille, mais il vaut le coup d'être tenté. **R. I. F. A.**



La « révolution » du Printemps français

Pierre Sommermeyer

Fédération anarchiste (Strasbourg)

DANS LES RUES DE NOS PROVINCES comme dans celles de la capitale, de drôles de manifestations ont battu le pavé ces dernières semaines. Pour un observateur étranger à la scène politique française, elles sont apparues pour ce qu'elles voulaient être, hargneuses, revanchardes, homophobes, en un mot réactionnaires. Ce qu'elles furent sans aucun doute. Pour quelqu'un d'attentif, un drôle de parfum en émergeait qui ne pouvait qu'interroger la mémoire.

Mai 68 à l'envers ?

C'est ainsi qu'un certain nombre de commentateurs de droite, politiques ou journalistes, qualifièrent ces mouvements de foule. Ce qui montrait à la fois leur désir d'en finir avec une mythologie médiatique et leur peu de mémoire historique. Cela montrait aussi leur absence de compréhension de ce qui était en train de se jouer sous leurs fenêtres. Par certains côtés, il peut apparaître un parallèle entre ce qui s'est passé il y a presque une cinquantaine d'années et aujourd'hui.

Il y a d'abord l'inattendu. Qui aurait pu penser qu'un malheureux texte de loi régularisant comme dans bien d'autre pays le divorce pour tous (sic) ferait sortir dans la rue une telle marée humaine ? La gauche, comme nous autres libertaires de tous poils, attendions évidemment les catholiques intégristes avec leurs alliés contre nature, les

identitaires, athées pour la plupart. Ceux-là furent au rendez-vous, jouissant de pouvoir sortir dans la rue, oriflammes et matraques en tête. Enfin ils apparaissaient à l'air libre, hors d'une clandestinité plus ou moins médiatiquement imposée. Ils ne furent pas une surprise. Il y eut en plus ces familles, bon chic bon genre, bien habillées, peu habituées à la marche à pied dans des avenues vides, qui vinrent dire: « Attention à nos privilèges et à notre mode de vie ! » Ceux-là avec leurs poussettes bien garnies semblaient à la fois déplacés et à l'aise.

Puis surgirent d'on ne sait où (cela en dit long sur notre enfermement militant) des grappes de jeunes filles et garçons, chantant, dansant, hurlant, s'amusant, occupant la chaussée, la faisant leur. Là, pour moi et bien d'autre, ce fut un choc. Ils auraient dû être dans des manif de gauche. Ce goût de Mai 68 apparaissait tout à la fois incontestable et incongru. Était-ce la révolution en marche, et quelle révolution ?

Leur révolution ou une autre ?

Si vous êtes comme moi un brin surpris, il faut quitter les commentaires du *Monde* ou de *Libération* et aller se plonger dans la prose de ceux qui ne sont ni des identitaires en quête de fùhrers tout-puissants et d'espace vital ni des croyants intégristes réclamant une charia chrétienne. Il faut aller lire les textes de ceux qui se nomment le

«Printemps français». J'en ai extrait ces quelques lignes qui ne peuvent que nous faire réfléchir : «Nous n'acceptons plus que l'homme soit réduit à être un simple consommateur producteur mondialisé et déraciné. Nous ne nous résignons pas devant la misère de nos frères. Nous ne voulons plus subir le diktat de l'idéologie marchande et nous n'avons que faire d'une société où les banques tiennent lieu de cathédrales. Nous voulons mettre l'homme au cœur du projet politique».

Tentons une analyse. Nous oublions souvent que les mouvements fascistes sont, à l'origine, des mouvements sociaux contestant l'ordre établi. Dans le national-socialisme il y a ce mot, socialisme, qui passera à la trappe une fois le nationalisme arrivé au pouvoir ; entre-temps il aura trompé et embringués bien des prolétaires révoltés par leur condition misérable. Est-ce le cas dans ce «printemps»-là ? On peut chercher les ouvriers, les petits employés : pas trop de risque d'en trouver. Ils sont plutôt dans les groupes identitaires. Ce sera là que pourra s'exprimer leur rage et leur désespoir. Au «printemps» on trouvera des jeunes des classes moyennes, éduqués, à la fois en recherche d'un idéal humaniste et conscients d'appartenir à une classe sociale en train de se prolétarianiser du fait de la crise. Cet idéal, ils ne le trouvent pas dans le discours de nos politiciens. Pas plus que nous, d'ailleurs, mais cela ne nous surprend pas particulièrement. Pour ces jeunes, le personnel politique, issu de leur classe, les a trahis. Caricaturalement il apparaît comme héritier et réalisateur des idées de Mai 68. C'est au moins ce que leur raconte à longueur de pages leurs différents journaux, du *Figaro* à *Valeurs actuelles*. Ils vivent dans une société sans repère, hormis celui de l'argent. Tout comme nous d'ailleurs, mais ils mettent leurs espoirs dans un retour aux «vraies valeurs». Cette société où tout est permis, au moins à eux, leur fait horreur. C'est à cet endroit que se joue une inversion de sens qui structure tous leurs discours. Déjà au III^e siècle après J.-C. un dénommé Tertullien, théologien de son état, avait avancé que la religion romaine n'était pas une religion mais une superstition et que la seule vraie religion était le christianisme. On sait quel succès cela rencontra par la suite. Il en est de même aujourd'hui avec cette société qu'ils disent permissive. Si elle leur est imposée, c'est donc un totalitarisme. Puisque nous vivons dans une société totalitaire, les opposants aux totalitarismes précédents peuvent devenir leurs maîtres à penser. Alors leurs références à Gandhi, Orwell, H. Arendt, Simone Weil entre autres prennent tout leur sens.

Et le féminisme...

Il y a aussi certainement dans leur désamour de leur société, dont ils sont quand même les héritiers, une part due aux désordres sexuels. Le féminisme, puis la théorie



du genre, ont cassé les rôles traditionnellement établis entre les hommes et les femmes. Pour beaucoup d'hommes, passés au moule des relations patriarcales, il n'a pas été possible de trouver d'autre mode relationnel entre les sexes. Il en est de même pour beaucoup de femmes, soumises à ces derniers pendant tant de siècles. Chacune et chacun se trouve maintenant obligé de réinventer le rapport à l'autre. Cela dérange parce que le champ du possible est alors immense. Ce qui donne d'ailleurs dans ces rangs des résultats intéressants que ce «Printemps français» ne voit même pas. Qui sont leurs portes-parole ? Des femmes ! Il y a Béatrice Bourges, Ludivine de la Rochère, et quelques autres. Les hommes sont en arrière-plan et parfois deviennent des victimes expiatoires comme Dominique Venner qui se suicida devant le maître-autel à Notre-Dame. Sur les chaînes de télévision, nous vîmes des jeunes femmes interviewées, prenant la parole avec détermination comme en d'autres temps dans des manifs de gauche. À ce propos, il est remarquable de noter que, depuis la mise à la retraite de l'Arlette de LO, il n'y a presque plus de femmes de poids à l'extrême gauche, tant au Parti de gauche, au PC qu'au NPA. C'est peut être un refus de la société permissive ?

Et maintenant ?

La loi a été votée et confirmée par le Conseil constitutionnel. Les partis politiques qui avaient pris le train en marche, comme en mai 1968 d'ailleurs, ont laissé comprendre qu'un retour en arrière serait, en cas d'alternance, peu probable. Il serait quasiment impossible de défaire ce qui a été fait, particulièrement en matière de parentalité. Pourtant le mouvement qui s'est exprimé au cours de ces journées reste profond, il n'a pas disparu. Quelle forme va-t-il prendre ? Déjà sur le site Web du Printemps français apparaissent des consignes d'occupation des Champs-Élysées à l'occasion du 14 juillet. Une autre question se pose. Comment l'autre forte femme de l'extrême droite, Marine Le Pen va-t-elle procéder pour tenter de récupérer cette frange d'activistes militants qui se sont organisés en dehors du Front national ?

Rappelons-nous que cette jeunesse et ce mouvement, si contestataires soient ils, aux motivations qui peuvent nous apparaître proches, sont en fait profondément réactionnaires, au sens premier du terme. Ils veulent revenir à un passé mythifié qui n'a jamais existé.

P.S.

Journées de femmes

« Mon ami, il ne faut rendre responsable l'esclave de son esclavage que lorsque celui-ci est accepté de gré et en pleine conscience, mais pas quand il est imposé par la violence comme dans le cas de la femme. »

Lucía Sánchez Saornil

JOURNÉE INTERNATIONALE D'ACTION pour la santé des femmes, journée internationale des femmes pour la paix et le désarmement... Les causes de manquaient pas aux Espagnoles pour manifester dans plusieurs villes contre le projet de réforme de la loi sur l'IVG de 2010, annoncé par Gallardón (ministre de la Justice), concernant l'aspect santé sexuelle et maternité et qu'elles considèrent comme une atteinte à leur droit à disposer de leur corps. Cette réforme prétendue nécessaire au vu de l'augmentation des avortements dans ce pays, a été souhaitée et appuyée par les secteurs les plus réactionnaires et conservateurs du Parti populaire actuellement au pouvoir, ainsi que par la hiérarchie de l'Église catholique. Le contrôle du corps de la femme a toujours été une obsession patriarcale pour affirmer que les femmes sont la propriété des mâles et donc incapables de décider de quoi que ce soit. Les collectifs féministes¹ rappellent que le droit de choisir n'est qu'un aspect d'un sujet plus large que celui de la reproduction de l'espèce humaine. Il s'agit du droit des femmes à décider de ce qui concerne leur corps, et de choisir le moment où elles veulent être mères. Même si au cours des dernières décennies le combat s'est concentré sur le droit à l'avortement, il s'agit aussi de pouvoir choisir d'avoir des enfants ou non, et pour cela il est indispensable de récupérer les politiques de planning familial qu'ont fait disparaître aussi bien les gouvernements du PP que du PSOE.

Le projet de loi du gouvernement espagnol signifie un recul des libertés qui met en danger la vie et la sécurité des femmes, nous obligeant à mener à terme une grossesse, même si le fœtus présente des malformations. Ce projet de loi prévoit aussi de mettre fin au droit de décision pour les jeunes femmes de seize et dix-sept ans, ce qui provoquera sans aucun doute une augmentation des avortements clandestins. Nous considérons ce projet comme une attaque directe contre notre autonomie et nous exigeons² :

– Le libre choix de la femme sur son corps.

– La gratuité des soins.

– La création d'une matière d'éducation sexuelle dans les cursus scolaires.

– Une formation spécifique pour le personnel hospitalier, de l'éducation et des services sociaux.

– La protection judiciaire, aussi bien pour les femmes décidant d'interrompre leur grossesse, que pour le personnel qui réalise cet acte.

Déjà certains médicaments pour nouveau-né ont disparu des pharmacies. 25 % des enfants espagnols sont en « situation de pauvreté ». Il est donc urgent de mettre tous les moyens publics en œuvre pour permettre d'élever des enfants, et pas seulement d'aider les femmes pendant la période de grossesse.

Autre protestation de femmes : le 24 mai (journée internationale des femmes pour la paix et le désarmement), une trentaine de femmes ont rendu hommage aux victimes de la répression franquiste. Le choix du lieu n'était pas anodin : la tombe du sinistre général Queipo de Llano dans la basilique de la Macarena à Séville. Elles ont déposé une couronne sur laquelle on pouvait lire : « 1936-2013 : nous les femmes nous n'oublions pas ». Puis devant la basilique, sur une réplique en bois de la pierre tombale de ce triste individu, elles ont exécuté un « zapateado » flamenco du plus bel effet, avant de lire un texte pour rappeler le courage de ces femmes victimes des persécutions fascistes, pour avoir osé transgresser le modèle traditionnel de la femme, en participant activement à la vie culturelle, économique et sociale du pays. Ce qui leur valu d'avoir la tête rasée, d'être obligée d'ingurgiter de l'huile de ricin, d'être promenées à travers la ville en chemise de nuit, enfin d'être violées et fusillées, quand elles n'étaient pas, comme dans certains cas, enterrées vivantes (on sait s'amuser chez les fachos).

Rappelons que Queipo de Llano s'était particulièrement distingué à Malaga (4 000 républicains tués pendant le siège, jusqu'à 20 000 après, suivant certaines sources), et à Séville (6 000 tués chez les « rouges » pendant la prise de la ville). Mais plus qu'avec ses « exploits » militaires il s'est surtout distingué

par ses harangues ordurières au micro de Radio-Séville, par lesquelles il encourageait ses troupes à violer les femmes de « rouges ». Par exemple en vociférant : « Nos braves légionnaires et soldats marocains³ ont démontré aux couards rouges ce que signifie être de vrais hommes, et au passage ils l'ont montré à leurs femmes. C'est tout à fait justifié car ces femmes communistes et anarchistes prônent l'amour libre. Maintenant au moins, elles sauront ce que sont de vrais hommes et non des "pédés" de miliciens. Elles n'y couperont pas, même si elles braillent et donnent des coups de pied... Vous connaissez ma méthode : pour chacun des nôtres qui tombe, je tuerai au moins dix extrémistes, et quant aux dirigeants qui fuiront, ne croyez pas qu'ils s'en tireront comme ça : je les sortirais de sous terre s'il le faut et, s'ils sont morts, je les tuerais de nouveau. »

On aura compris que ce sont les forces qui se disent héritières de cette idéologie national catholique c'est-à-dire les milieux conservateurs et l'Église catholique qui tentent aujourd'hui de faire un retour en force, en imposant leurs « valeurs » dans l'éducation et la santé. Il y a donc tout à craindre du projet de loi concernant la contraception et l'avortement, de même que des changements de programmes à l'école, largement influencés par la hiérarchie de l'Église.

Rosine Pélagie

*Groupe Salvador-Seguí
de la Fédération anarchiste*

1. Dont le secrétariat « Femmes » de la CGT espagnole.

2. Revendications de la CGT espagnole.

3. Le putsch des militaires franquistes est parti du Maroc (dont une partie était une colonie espagnole à l'époque). Les troupes de Queipo de Llana étaient composées de légionnaires et de réguliers (réguliers), c'est-à-dire de soldats marocains recrutés sur place et encadrés par des officiers espagnols.

Automation de l'assassinat



GRÂCES EN SOIENT RENDUES à la technique, aux techniciens, aux militaires, aux capitalistes et aux politiques, on pourra bientôt massacrer sans tâches. La mort des autres sera une Suisse; nette, propre, discrète. Hors de vue, mais accomplie. Car, comble du pouvoir, on tuera sans le vouloir. Par quel étonnant procédé? Les drones, ou plutôt les drones automatisés. Pour l'instant, les drones ne tuent que si, la main sur une manette de jeu vidéo, un être humain dans un fauteuil déplace son poignet d'un centimètre. En dépit de l'apparente hygiène de ce transfert d'énergie cinétique, il demeure que chair et sang d'un côté tuent chair et sang de l'autre. Selon le New York Times, bientôt, dès que les logiciels militaires atteindront un niveau adéquat de précision dans la collecte et l'interprétation des données, on pourra lâcher sur le monde des drones qui prendront seuls la décision de tuer. De même que le capitalisme, après tout, se préoccupe moins de pressurer ses employés que d'augmenter sans bornes ses profits, et se réjouit donc à la perspective d'usines sans ouvriers, le pouvoir, après tout, se préoccupe moins de percevoir la souffrance soumise d'autrui que d'imposer sa loi au loin, et se réjouit donc à la perspective d'armées sans soldats. Pas de salaires, pas de plaintes, pas de mutineries, pas de révélations. Pas de fatigue, pas de maladresse. Pas de pitié.

Comme d'habitude, aux moralistes inquiets, les Américains ont beau jeu de répondre: «Naïfs, vous voulez nous empêcher de créer l'arme de l'avenir, pendant que les Chinois, les Russes, la Corée du Nord, l'Iran s'en équipent à grande vitesse! 70 pays, déjà, possèdent des drones, et il suffit d'un peu de software pour les changer en armes

autonomes. Qui défendra la liberté?» Après l'arrivée de la mort nucléaire de masse, nous ouvrirons les portes à la mort de précision, et le ciel deviendra le continent de la peur.

Les fruits du progrès

On ne saurait imaginer plus riche bouquet de fleurs vénéneuses que cette idée des drones autonomes, plus abondante fécondité d'horreurs. La plus simple réside dans le danger physique: comment un piéton combattrait-il un drone, qui frappe de si loin qu'on ne peut l'apercevoir? Mais il faut gravir l'abject escalier: avec les drones automatisés, un ancien cauchemar de la science-fiction_ les machines asservissant les hommes _ devient réalité. L'espèce humaine plie le genou devant ses indociles créations, elle penche le cou pour qu'il lui soit tranché. Certes, dans l'intervalle, et cet intervalle sera long, les drones demeureront le bras armé des élites et des chefs, mercenaires d'inébranlable fidélité, police politique qui ne trahira jamais. Avant la soumission aux machines, nous pâtirons de la soumission aux maîtres des machines, qui ne s'encombreront même plus, non de vieilles lunes comme la loi, depuis longtemps abandonnées, mais des récentes illusions, telles que l'apparence du respect des lois. Ces élites s'abriteront derrière les chaînes de Simmel. Simmel, le grand sociologue allemand, a passé sa vie à étudier les conséquences de l'immense allongement des chaînes d'action humaine, des séries d'actions accomplies les unes après les autres, avec mille, dix mille, cent mille étapes: son disciple Zygmunt Baumann, par exemple, a montré que ce sont les chaînes d'action qui permettent à chacun de leur éléments de ne jamais se croire coupable.

Alors, si le point final de la chaîne d'action n'est qu'une machine autonome! Et si ces chaînes se terminent par cette technologie bon marché, à la fois économiquement et politiquement, avec quelle facilité pourra-t-on déclarer la guerre! L'horrible histoire des mines antipersonnel l'a montré: moins les armes sont chères, plus elles sont utilisées.

Les pires bourreaux, parfois, font preuve de compassion: quelle ligne de code intégrera la compassion dans les algorithmes du meurtre? Sans compter, bien sûr, que les machines de fabrication humaine tiennent de leur ascendance humaine erreurs de conception et de fabrication. Nous savons tous que rien n'est moins infallible qu'un ordinateur. Que ne devons-nous craindre d'un ordinateur armé?

Le software des machines à tuer sera rapide à changer: il suffira de changer les critères, à partir d'un simple PC, quelque part dans une base isolée dans les montagnes, loin de la mort et de la douleur. Comme il sera dès lors facile de décider de ne plus seulement frapper qu'un ennemi armé et clairement identifié! Comme il sera facile de décider que l'on peut aussi frapper les complices, puis les compatriotes de l'ennemi, puis, chez soi, les opposants à la guerre, leurs familles, leurs voisins! Des drones ravageant les banlieues, une vision absurde? Combien de fois les élites françaises, pour ne prendre que notre pays, ont-elles massacré des Français, de Simon de Montfort à Philippe Pétain en passant par Adolphe Thiers? Qu'auraient décidé Franco, Mao, Staline, Robert Mugabe, Bachar Al-Assad, s'ils avaient disposé de drones autonomes?

Nestor Potkine

Soyons **pragmatiques**, demandons l'impossible !



LE PRAGMATISME EST UNE PENSÉE qui pose le primat de l'efficacité. C'est un empirisme qui postule que ce qui fonctionne est vrai. Aux fondements de cette philosophie, deux penseurs américains de la deuxième moitié du XIX^e siècle : Charles Sanders Peirce et William James. Aujourd'hui, du jargon universitaire aux politicards, le pragmatisme s'exprime paradoxalement de façon idéologique et uniforme. Affirmer sans cesse la primauté du réel pour mieux occulter la distance croissante entre les élites et le peuple. Ce pragmatisme incantatoire est peut-être un retour de balancier des décennies passées qui, écrasées par la moulinette du cynisme libéral des années 1980, sont rétrospectivement jugées trop idéalistes. Désormais quiconque s'opposera au pragmatisme sera définitivement condamné pour utopisme, dogmatisme, intégrisme, puritanisme, etc.

Pour le pragmatisme, la réussite est le seul critère de vérité. Comment ne pas voir ici l'ombre du machiavélisme ? « Ce qui est à désirer, c'est que si le fait l'accuse, le résultat l'excuse » écrivait Machiavel dans *Discours sur la première décade de Tite-Live*. Le culte pragmatique de l'efficacité est une abstraction qui, au nom même du réel, conduit à justifier n'importe quoi du moment que ça marche. Les marins de Kronstadt sont célébrés comme « les aigles » de la révolution d'Octobre puis quelques mois après, une fois leur révolte écrasée par Trotsky, Lénine les qualifie de « fils de popes » à la solde

des blancs. Un jour les nazis sont les ennemis du régime puis une fois le pacte germano-soviétique signé, ils deviennent les alliés de la glorieuse Union soviétique. En France, plus récemment, c'est au nom du réalisme que la plupart des organisations syndicales ont renoncé à la lutte de classe. C'est au nom de l'efficacité que l'autogestion, pourtant fort en vogue dans les années 1970, a été remise dans les placards. C'est au nom de la performance que l'État impose son austérité et détricote les droits sociaux...

Falsifications imposées. Vérités ajustables en fonction des intérêts. Mais la vérité n'est pas qu'une affaire subjective. Elle est objective. Sinon elle ne sert qu'à soumettre. La vérité est un combat, une remise en question, une recherche incessante au-delà des dogmes, sectes, partis et pouvoirs. Pour le libéral pragmatique toutes les opinions se valent et la réalité dépend de là où l'on regarde les choses. Si personne n'imposait son point de vue aux autres, ce serait à la limite valable et moralement confortable. Sauf que c'est toujours le point de vue du pouvoir qui s'impose et que c'est là-dessus que s'assied l'immobilisme actuel.

Les anarchistes se méfient des abstractions et privilégient le vécu. Comme la plupart des gens, ils font avec le réel. Ils y voient les germes d'une autre société qu'ils s'attachent à construire au quotidien par leurs pratiques et leurs mots. Mais pour les libertaires, fin et

moyen sont sur le même plan. L'un ne prend jamais le pas sur l'autre. Car l'anarchisme ne connaît pas de principe premier. Or le pragmatisme érige le moyen en principe au-dessus de la fin.

Il y eu probablement par le passé des excès d'idéalisme et des querelles idéologiques qui peuvent paraître abscones aujourd'hui. Mais désormais l'impératif d'action n'a-t-il pas pris le pas sur la réflexion ? Le monde est devenu une infinité de moyens mais les buts ont été perdus en route. Il ne s'agit pas d'affirmer la supériorité de l'idée sur l'acte ou du rêve sur le réel. Mais de trouver enfin un équilibre et une juste conjugaison des deux. Dans le contexte actuel engoncé dans le réalisme, c'est bien de sens, d'imagination, d'idées, de principes, de buts et de cohérence dont nous avons besoin. L'imaginaire capitaliste nous a colonisés. Il ne nous pas encore vaincus. Ce qui a été pensé et fait par le passé doit nous aider. C'est un bouleversement radical des imaginaires qu'il faut provoquer pour construire une alternative en idées et en pratiques à l'ordre établi.

Alexis

*Groupe Orwell de Martigues
de la Fédération anarchiste*



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Condorcet et les conventions nationales : une « constitution anarchiste » ?

Erwan

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE et l'anarchisme n'ont jamais eu grand-chose à se dire. À première vue, les raisons en sont évidentes : il n'y a pas d'« anarchistes » à proprement parler dans les rangs des révolutionnaires de l'époque, et chercher à prouver le contraire serait anachronique. Certes, on admet depuis les travaux de Guérin¹ que Jacques Roux et les Enragés incarnèrent un courant proto-anarchiste qui ne survécut pas à la période post-thermidorienne – si ce n'est peut-être avec l'éphémère complot babouviste. Mais, malgré cela, la période fait pâle figure au regard de l'attention portée à juste titre sur la Commune parisienne de 1871 ou la Catalogne de 1936. Les marxistes, eux, ne se sont pas privés de puiser allègrement dans la Révolution pour élaborer leurs théories, trouver des figures à leur goût (Marat, Robespierre...) ou nourrir des analogies historiques (le « thermidor soviétique » dénoncé par Trotsky).

Rien ne s'oppose à ce que nous fassions la même chose. Une révolution a toujours quelque chose à apprendre à des révolutionnaires. Quelle forme prit le rejet de la tradition et des privilèges ? Comment la désobéissance aux lois fut-elle justifiée ? Et, surtout, quels furent les termes du débat entre les partisans – monarchistes ou républicains – du rétablissement de l'ordre et les tenants d'un régime dans lequel l'esprit critique et le droit de se révolter seraient préservés ? Ces questions nous concernent. Au sein des textes et dis-

cours produits entre 1789 et 1799, on trouve des idées qui préfigurent l'anarchisme du XIX^e siècle. Peu importe que leurs auteurs aient été par ailleurs des modérés. Rihs a ainsi décrit Brissot, grand pourfendeur de l'anarchie (assimilée aux émeutes), comme le précurseur du rejet proudhonien de la propriété². Et Godwin voyait chez le contre-révolutionnaire Burke – symbole de la pensée traditionaliste – l'une des premières critiques systématique de l'État.

Si l'on accepte de s'en tenir à de telles potentialités anarchistes chez des auteurs qui ne le sont pas, alors la période se révèle riche d'enseignements. C'est le cas pour la pensée de Condorcet (1753-1794). Ce philosophe est connu pour ses positions libérales en faveur du droit de vote des femmes, de l'émancipation des esclaves ou de l'abolition de la peine de mort. Député girondin à la Convention, maître à penser du projet non-adopté de constitution de février 1793, il subit la répression jacobine et meurt en captivité. Ses idées sont progressistes mais s'accompagnent d'une certaine prudence sur le plan institutionnel et social – il admet le système représentatif et se méfie des mouvements populaires. S'il peut donc par certains aspects s'attirer la sympathie des anarchistes, on ne saurait évidemment l'inscrire dans nos rangs.

Toutefois, un aspect spécifique de sa pensée mérite notre attention. Condorcet, en effet, considère que le droit de résistance ne

doit pas s'éteindre dans le régime qui sera bâti par les révolutionnaires. Sa question est la suivante : les institutions qui émergeront des décombres de l'Ancien Régime seront-elles définitives, sacrées, donc hors de portée de la critique ? En d'autres termes, la révolte devra-t-elle s'arrêter une fois achevée la Révolution ? Sa réponse est non. Pour lui, le droit du peuple à contester les institutions et les lois jugées illégitimes doit être préservé. C'est en partant de cette nécessité qu'il met en œuvre une réflexion sur ce que peut être la perpétuation et la réactivation légitimes d'un processus de désorganisation au sein même d'une société organisée.

Il prononce deux discours à ce propos en avril et en août 1791³. Cette période voit la Constituante terminer ses travaux sous l'emprise de Barnave et de ses alliés, regroupés en juillet au sein du club des Feuillants. Sous couvert de parachever la nouvelle constitution, ils l'orientent dans une direction conservatrice en renforçant l'exécutif royal. Leur objectif déclaré est de « terminer la révolution » – ce sera aussi l'obsession des Thermidoriens après la chute de Robespierre –, donc de rétablir l'ordre, de stopper l'élan rénovateur et de mettre en place une monarchie parlementaire où s'éteindra l'esprit contestataire tant valorisé depuis 1789. En réponse à cette stratégie, qui vise à renforcer la position du roi face à la future Assemblée législative, certains députés de gauche lancent une vaine offensive. Ils ten-



tent de faire inscrire dans la constitution (dont ils voient le contenu leur échapper) un mode de révision qui facilite sa modification ultérieure, voire son remplacement. C'est l'enjeu sous-jacent du débat sur les «conventions nationales» qui divise alors les parlementaires et dont Condorcet est l'inspirateur.

L'idée centrale de ses deux discours est simple: la plus haute liberté du peuple est sa capacité à fonder un nouveau régime, donc à mettre en œuvre le pouvoir constituant qui permet d'abolir une constitution et d'en créer une autre sur la base de nouveaux droits et principes fondamentaux. Dès lors, il faut préserver cette liberté créatrice et ne pas la laisser s'assoupir sous prétexte que la révolution serait achevée. En cas de dysfonctionnement des institutions ou de dérive despotique, une bonne constitution devrait donner aux citoyens la possibilité de réclamer la convocation d'une convention, i.e. une assemblée au mandat limité et chargée de préparer la révision ou le remplacement du texte constitutionnel. Le but serait non seulement d'endiguer les abus de pouvoir, de maintenir les institutions et les règles de fonctionnement de la société sous contrôle du peuple, mais aussi – c'est peut-être le plus important – de ne pas les laisser se scléroser et se transformer en une tradition pétrifiée.

Condorcet oppose ainsi les constitutions antiques, perçues comme immuables et sacrées, dont l'autorité découlait de leur caractère intangible, et les constitutions modernes qui doivent à l'inverse demeurer perfectibles, malléables et remplaçables. Il ne s'agit pas d'en appeler à une norme toujours fluctuante – qui perdrait dès lors sa capacité de régulation politique – mais d'inscrire dans les institutions elles-mêmes la possibilité de leur critique, donc de leur amélioration ou de leur destruction. Pour cela, deux types de conventions sont proposés. D'une part des assemblées «périodiques» devant recueillir la volonté populaire à intervalles réguliers (huit ans au minimum), et d'autre part des assemblées «non-périodiques» que le peuple pourra exiger à volonté. L'objectif est que tout citoyen puisse se prononcer au moins une fois dans sa vie sur sa constitution, et qu'une procédure de révision ou de refondation puisse être mise en œuvre si la situation l'impose.

Ce faisant, Condorcet veut renforcer le consentement à la loi. Les citoyens seront d'autant plus enclins à obéir qu'ils auront le pouvoir de contester légalement leurs institutions. Cette possibilité s'étend d'ailleurs à la législation ordinaire: il faut donner au peuple la capacité de censurer le travail des assemblées législatives et de refuser une loi qui serait contraire à sa volonté. C'est l'objet du titre VIII de la constitution avortée de 1793, qui n'est pas moins démocratique que celle élaborée quelques mois plus tard par les Montagnards. Ainsi, dans les deux domaines, il s'agit de prévenir la contestation violente en

offrant aux citoyens une forme d'action légale. On peut évidemment gloser sur la naïveté de cette position – Robespierre ne s'en privera pas – visant à institutionnaliser le droit de résistance. Et pourtant, c'est là tout l'intérêt de la chose: Condorcet nous invite ici à réfléchir sur la place, dans une société, de la remise en cause permanente de sa propre organisation politique.

Pour les anarchistes, le rétablissement de l'ordre après une séquence révolutionnaire est un horizon douteux. Cette réticence se comprend: c'est dans le moment de pleine expression de la révolte – lorsqu'on fait table rase des préjugés et des traditions – que s'exprime le plus nettement notre idéal d'émancipation. Mais la révolution, bien que nécessaire, ne saurait durer éternellement. Ou du moins l'enthousiasme qu'elle génère ne saurait éluder la question de la réorganisation politique et sociale: même une société sans État ni autorité a besoin de règles de fonctionnement collectivement admises. Sauf à fantasmer une grande fête stirnerienne dans laquelle chacun s'affranchirait chaque jour joyeusement des lois décidées la veille, un corpus de normes de base – qu'on appelle ça ou non une constitution – et une législation ordinaire apparaissent incontournables. Or le système des conventions, pour peu qu'on le détache de ses origines étatiques, nous indique justement une voie possible pour que l'établissement de ces normes n'étouffe pas l'impulsion critique qui les a vues naître.

Face à Barnave et son projet de geler la constitution – il refuse catégoriquement en août 1791 le système des conventions – Condorcet imagine un moyen d'inscrire la contestation et le changement dans l'ordre social; il envisage un régime qui, régulièrement, serait soumis à des transformations empêchant que les institutions se sédimentent ou que se cristallisent des espaces implicites de pouvoir. Dit autrement, il imagine une société résistante structurellement aux préjugés et à la tradition, de la même façon que Clastres décrit plus tard des sociétés organisées pour résister à l'apparition de l'État⁴. Ce qui est en jeu est un régime oscillant en permanence entre une logique organisatrice et une logique critique, donc désorganisatrice; un régime dans lequel nulle génération nouvelle de citoyens ne se verrait imposer clés en main des institutions et une législation présentées comme un héritage intouchable. Elle serait au contraire incitée à les évaluer, les modifier ou les remplacer, exprimant ainsi sa propre liberté créatrice.

Ce ferment de contestation récurrente est un mécanisme de réitération de la révolution installé au cœur de l'ordre sociopolitique. Il est destiné à mettre en œuvre la lutte de la société contre sa propre tendance à la sédimentation et instaure un garde-fou contre la sacralisation des lois et la réémergence de la tradition. On pourra objecter que le droit constitutionnel n'est pas tout, et que c'est

aussi dans le domaine économique et social que devrait s'appliquer ce système. C'est précisément ce que fit Landauer dans son *Appel au socialisme* de 1911: s'inspirant du Jubilé biblique, il chercha à son tour une façon de concilier constitution et révolution et proposa d'instituer une remise en cause régulière et radicale des rapports de propriété et d'exploitation qui ne manquent pas d'apparaître dans toute société, y compris anarchiste⁵. Condorcet, dans un contexte différent, a ouvert la voie. Il nous offre une piste de réflexion précieuse sur ce que pourrait être une «constitution anarchiste», quand bien même cette expression sonnerait à nos oreilles comme un oxymore grossier.

E.



Condorcet

1. Daniel Guérin, *Bourgeois et bras nus*, Paris, Gallimard, 1946.

2. Charles Rihs, *Les Philosophes utopistes*, Paris, Rivière, 1970.

3. Condorcet, *Des conventions nationales*, prononcé le 1^{er} avril 1791 devant les Amis de la vérité (Cercle social); *Discours sur les conventions nationales*, prononcé le 7 août 1791 à l'Assemblée des Amis de la constitution (Club des Jacobins). Cf. *Œuvres complètes*, t. XVI, Paris, Henrichs, 1804, p. 187-210 et 213-232.

4. Pierre Clastres, *La Société contre l'État*, Paris, Éditions de Minuit, 1974.

5. Gustav Landauer, *Aufruf zum Sozialismus*, Verlag des Sozialistischen Bundes, Berlin, 1911. Une traduction anglaise (*Call to Socialism*) est disponible sur le site de l'Anarchist Library (<http://theanarchistlibrary.org>). L'année du Jubilé instituée par Moïse avait lieu tous les cinquante ans et permettait de libérer tous les esclaves, de réattribuer les terres et annuler les dettes.



Sciences

« La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »
Bakounine

Gène égoïste, gène généreux

Réponse à Thierry Lodé (1/2)

Loïc Magrou

J'AIMERAIS, cher Thierry, si tu en conviens, commenter – et pourquoi pas lancer une discussion – sur ton article, paru dans *Le Monde libertaire* n° 1699 (pages 15-16), initié par la sortie récente de la traduction française du livre *The Genial Gene* (le gène généreux), de Joan Roughgarden.

Dawkinsien moi-même, au point de voir notre bien aimée anarchie sous l'œil avisé de la mémétique (Dawkins, 1976), je ne pouvais pas ne pas réagir à ton écrit qui, par souci de clarté, j'en suis sûr, transmet néanmoins, et à mon humble avis, une idée fautive de la théorie de l'évolution à un public non suffisamment averti.

En guise d'avant-propos, et parallèlement au tien, je ne suis pas sûr de comprendre cet hommage rendu à Lamarck dans le cadre qui nous concerne ici, à savoir la critique d'un bouquin en particulier dont le propos n'a pas grand-chose à voir avec Lamarck. Certes, Lamarck fut le premier à proposer une vraie théorie scientifique transformiste pour expliquer l'immensité du monde vivant, ouvrant par la même la voie à Darwin quelques cinquante ans plus tard. Ses intuitions étaient de l'ordre du génie et son implication dans la constitution des fondements de la biologie moderne fut centrale – il inventa même le mot « biologie ». Il n'empêche que, si on doit parler d'évolution, Lamarck avait tort et Darwin avait raison. Il me semble donc juste et mérité que le nom de Darwin soit associé sans honte aucune à la théorie moderne (synthétique) de l'évolution, dont le mécanisme intime reste fondamentalement darwinien. De fait, l'image de Darwin est bien plus qu'une simple enseigne publicitaire, même si on lui fait aussi largement assumer ce rôle-là, et même si la théorie de l'évolution a bien changé de visage depuis Darwin. Mais comme tu disais : qu'importe ! Ceci était juste pour le plaisir du débat.

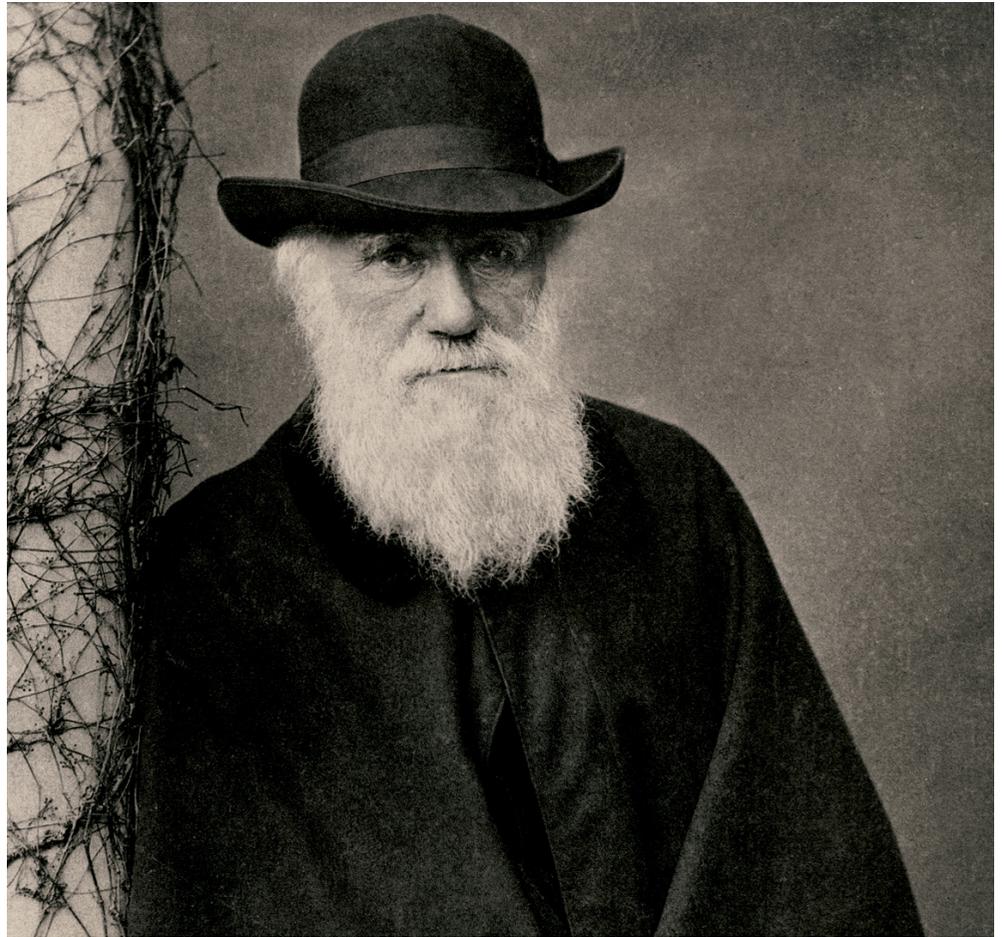
Là où par contre mes poils se hérissent, c'est quand quelqu'un d'aussi averti et instruit que toi (ou que Joan Roughgarden d'ailleurs, j'y reviendrai) se permet des amalgames aussi faux que dangereux entre une théorie scientifique, destinée à rendre compte d'un certain nombre de faits observés dans la nature, et une idéologie politique qui, elle, consiste en un ensemble d'idées sur lesquelles les tenants de ses idées aspirent à construire – ou à déconstruire, d'ailleurs – tout ou partie d'une société. Mon collègue lyonnais Philippe Pelletier – que je salue au passage – tenait d'ailleurs un propos similaire à Rodkol, quelques pages à peine avant ton propre article, dans ce même numéro 1699 du *Monde libertaire*.

La théorie néodarwinienne ne « folâtre » pas avec un eugénisme évident sous simple prétexte qu'elle nécessite la mort de certains individus par rapport à d'autres, pas plus que la relativité de Einstein ne folâtre avec des idéologies dominatrices ou terroristes « évidentes » sous simple prétexte qu'elle permet la fabrication de bombes de grande ampleur. Faire ce genre de rapprochements est, il me semble, une faille de logique et de raisonnement, et ne doit pas être non adressé. Il y aurait pléthores de raccourcis de cette trempe à faire, à mon sens tous aussi scabreux les uns que les autres, leur nombre ayant pour seule limite celle du cynisme de l'individu qui les produit : l'électronique et la traçabilité des individus, les neurosciences cognitives et la manipulation des masses, le Big-Bang et certaines considérations théologiques, et j'en passe... jusqu'à la théorie du gène égoïste de Richard Dawkins, théorie qui s'est retrouvée, et se retrouve encore souvent, alpaguée par une droite néolibérale ultracapitaliste, aussi avide de justifications bancales que prompt à faire des raccourcis fallacieux et hypocrites.



Que l'on me permette ici quelques précisions quant à l'évolution de la théorie de l'évolution. Le néodarwinisme est effectivement une refonte de la théorie initiale de Darwin (1859), dans laquelle sont incorporés plusieurs travaux séminaux. Initiée dans les années 1920 après la redécouverte des travaux de Grégor Mendel sur l'hérédité, la théorie synthétique de l'évolution se construit rapidement entre les années 1930 et 1940 avec l'avènement des statistiques, de la génétique quantitative, de la génétique des populations, de l'écologie (encore une fois au sens scientifique du terme, et non au sens idéologique) puis, légèrement plus tard, avec l'arrivée sur le tapis de la génétique moléculaire. Les dates et les noms ne sont pas importants dans le cadre de mon propos. Ce qui est important est qu'il n'y a ici aucunes « théories contradictoires à l'intérieur de ce paradigme dominant », pour reprendre tes propres mots, Thierry. Outre l'usage du mot « dominant » qui fait de nouveau plus appel à l'idéologie qu'à la science, l'expression « théories contradictoires » voudrait dire que celles-ci fissent des prédictions incompatibles les unes avec les autres. Il se trouve que c'est exactement ce que l'on souhaite, puisqu'ainsi l'on pourrait confronter ces prédictions avec la réalité et savoir laquelle est fautive. Or, toutes ces théories font toujours partie du néodarwinisme, et forment même un corpus étonnamment cohérent ! Est-il complet pour autant ? Loin de là, mais de là à dire qu'il est constitué de théories contradictoires...

Tant que l'on est sur les critiques abusives de l'évolution, j'aimerais rapidement dire quelques mots sur cette prétendue tautologie qui revient régulièrement à la surface. Pour les lecteurs qui nous écoutent par millions, cette tautologie peut être résumée comme suit : la sélection naturelle est définie par la survie des mieux adaptés, alors que les mieux adaptés sont définis comme étant ceux qui survivent... soit effectivement un raisonnement *a priori* merveilleusement circulaire. Je recommanderais chaleureusement au lecteur de ne pas rester sur le propos certainement incisif et un poil blazé de Thierry Lodé. Cette apparente tautologie, notablement mise en exergue par H. R. Peters (1976), fut débattue et rejetée par plusieurs auteurs parmi lesquels : Maynard-Smith (1969), qui en rigolait instamment en disant que toute théorie ayant au moins deux lignes d'équations mathématiques contient des éléments tautologiques, Stebbins (1977), qui réaffirme, fort d'exemples concrets, que la théorie de la sélection naturelle permet de faire des prédictions testables, la rendant par la même falsifiable et ce à l'inverse d'une tautologie, et Dawkins enfin (1982), qui argumente dans son second livre *The Extended Phenotype* (le phénotype étendu) que cette « tautologie » n'est que la preuve de la faiblesse de cette phrase vulgarisatrice de « la survie du plus apte » et du concept de fitness qui lui est associé. Je conseille d'ailleurs ardemment au



lecteur qui voudrait en savoir plus sur ce débat de lire le chapitre 10 de ce livre : *An Agony of The Five Fits* (je n'ai pu trouver de traduction française du livre, peut-être n'en existe-t-il pas, mes excuses pour l'intrusion d'anglais barbare dans mon propos).

L'autre point important que je désirais souligner avec mon outrageusement simpliste et non exhaustif historique ci-dessus, c'est que la théorie de l'évolution avait déjà été recentrée sur le gène avant même la naissance de Dawkins. L'évolution est, depuis cette époque, définie comme la fluctuation des fréquences des différentes versions d'un gène donné, que l'on nomme « allèles », au cours des générations successives d'une espèce. Néanmoins, le mécanisme de sélection est toujours vu en fonction de l'individu, pour qui le « but » est de transmettre le plus grand nombre de copie de ses gènes à la génération suivante. L'idée – brillante – de Dawkins et de son gène égoïste est de renverser cette vue en disant que c'est le « but » de chaque gène qu'il faut prendre en compte, et que ce « but » est de construire les corps – qu'il nomme « véhicules » – les plus efficaces pour les emmener jusqu'à la génération suivante, d'où leur « égoïsme ». Cette personnification est bien sûr métaphorique, ce qu'il répète d'ailleurs tout au long de son bouquin. Dawkins est effectivement un athée cinglant et sans concession et fait par conséquent très attention à ne pas rendre son propos téléologique, c'est-à-dire à ne pas donner d'intention réelle, fût-ce à l'évolution en général ou aux gènes

en particulier. En d'autres termes, son propos est de dire que les gènes se comportent dans les observations comme si leur volonté eût été de maximiser leurs fréquences dans la génération suivante. Comme chez tout bon écrivain, l'usage de la métaphore sert à transmettre plus facilement un message à son public, et non pas à dire que c'est mot pour mot ce qu'il se passe en réalité.

Suivant la même ligne de pensée, il est excessivement faux de dire que, « avec Dawkins, l'égoïsme est devenu intrinsèque, génétique » car c'est précisément l'opposé de son propos. Pour ceux qui ne l'auraient pas lu, il faut savoir que Dawkins est éthologue de formation. Formé par Nikolaas Tinbergen lui-même (rien que ça !), il s'intéresse aux comportements animaux et à leur explication évolutive. Le gène égoïste, à l'inverse des idées que ce titre semble produire chez les individus un peu trop prompts aux idées faciles et aux jugements hâtifs, tente – à mon sens avec succès – d'expliquer l'émergence de l'altruisme et de la coopération dans l'évolution. Nous avons donc un propos scientifique expliquant l'altruisme au niveau individuel et non un propos idéologique justifiant un égoïsme à outrance, soit l'exact inverse de ce qu'on lui reproche encore trop souvent. Comme il le dit lui-même avec ironie : « Parfois, les gens lisent un livre par le titre seulement et oublient de lire le pied de page relativement long qui est le livre en tant que tel. » (Dawkins en interview, traduction personnelle.)

L.M.

À suivre dans le prochain numéro

Le peuple de la boue

BÉNÉDICTE MANIER, dans *Un million de révolutions tranquilles*, décrit une démondialisation en marche qui ouvre silencieusement des brèches dans la carapace du capitalisme. C'est d'une carapace de béton, pour construire un aéroport dispendieux et inutile, que les adeptes du profit maximal – affairistes, politiciens et technocrates – veulent maintenant couvrir les 1700 hectares d'un certain bocage près de Notre-Dame-des-Landes en déportant les populations, en bitumant un espace habité par des humains qui pensaient ne pas vivre dans un désert.

Des aéroports inutiles et vides, il y en a d'autres comme ceux de Huesca, Lerida, Cordoue, Ciudad Real, Castellon en Espagne; puis celui d'Angers, inauguré en 1998 avec un taux de fréquentation de 10 %; celui de Lorraine, inauguré en 1991 avec un taux de fréquentation de 56 %; celui de Rennes, inauguré en 1933 avec un taux de fréquentation de 50 %.

La zone d'aménagement différé, ZAD, de Notre-Dame-des-Landes est donc devenue une zone à défendre; ce à la grande surprise de décideurs à la pratique démocratique extrêmement perverse qui comptent pour quantité négligeable les quelques paysans attachés à leurs terres. C'était faire peu de cas également des voisins et de nouveaux habitants inattendus qui vinrent illico remplacer les paysans qui s'étaient laissés acheter.

Occupation de terres qui se fit à la grande contrariété des socialistes au gouvernement et des écologistes prêts à brader leurs convictions pour un tabouret auprès de l'exécutif. Ces éco-

logistes qui déclaraient par la bouche de Cécile Duflot lors de l'université d'été des Verts en 2010 : « L'accord de 2012 avec le PS, s'ils ne lâchent pas Notre-Dame-des-Landes, ce sera non. » Depuis, elle est devenue ministre, préférant « changer les choses de l'intérieur ».

En revanche, sur le terrain, les nouveaux habitants se sont révélés très vite d'une combativité exemplaire – il y avait là plus qu'une simple indignation – et d'une inventivité débordante avec la construction de cabanes en kit, avec l'édification d'abris jusque dans les arbres et aussi sur les étangs, habitats éphémères, sans doute, mais au charme poétique sauvage; ils inaugurèrent alors spontanément un mode de vie collectif, pratiquant l'entraide tout en cultivant des légumes dans des potagers collectifs.

Faut-il dire la solidarité qui vint de la France entière et aussi de l'étranger ?

Ainsi, un véritable réseau de ravitaillement divers s'est organisé : nourriture et boissons, vêtements et matériel : outils de toute sorte, fourches, clous, poutres et planches, bottes et autres chaussures, couvertures, médicaments, masques à gaz, piles, imperméables, etc.

Ne nous y trompons pas, ce laboratoire d'utopie connaît ses désaccords et ses conflits avec des prises de bec et quelques échanges de horions, paraît-il. Mais c'est une diversité forte qui ne veut pas « se laisser aménager », qui ne veut pas que l'on bitume les espaces, qui ne veut pas que l'on déporte des populations. Et cette diversité se montre créatrice.

Manières d'agir

« La réalité du mouvement, c'est une multitude de personnes qui font de la logistique, des repas, de la communication, des collages, des dossiers juridiques, des lance-pierres, des pansements, des chansons, qui construisent des maisons, cultivent, se couchent sur les routes ou y courent masqués, etc. [...] Ce que nous vivons sur le terrain, ce n'est pas une nécessité de s'affirmer comme violents ou non-violents, mais une volonté de dépasser ces catégories idéologiques et séparations neutralisantes », déclarent des résistants à l'opération César.

La zone à défendre voit la pratique de multiples moyens : occupations des lieux, caillassages de la police, cocktails Molotov, jets de peinture, d'œufs, de boue, de boulons, de cailloux, de billes d'acier, de fusées; on allume des feux d'artifice, des pneus, on entarte des personnalités (Jean-Marc Ayrault y a eu droit); autres moyens encore : grèves de la faim, sit-in, humour, insultes, armées de clowns, orchestres, boycott organisé par les habitants d'une commune proche, « tracteurs vigilants », chicanes et barricades, etc.

Qui disait que les barricades étaient un vestige des vieux temps révolutionnaires et citadins ?

Elles fleurissent à Notre-Dame-des-Landes avec passages en zigzag pour retarder les forces de l'ordre qui les détruisent; et les barricades sont aussitôt reconstruites. De même que les cabanes : « Déloger, on peut faire. Mais tenir, c'est impossible. On ne peut pas empêcher les gens de revenir le lendemain ou la nuit », ont déclaré des flics dépités. Et des comités de soutien ont fleuri dans la France entière... Pour l'information une radio – radio Klaxon – et un site sur la Toile : zad.nadir.org

La défense de la zone n'est pas à strictement parler non-violente, mais pas pour autant d'une violence extrême; le sabotage est pratiqué; oui, des manières d'agir diverses cohabitent comme on a pu le voir à Gorleben, en Allemagne.

À noter quelques pillages, des autoréductions ici ou là, par exemple dans un supermarché, par une horde d'affamés comme chez Fauchon, à Paris, quand les gauchistes de l'époque organisaient ce genre de manifestations. Bien sûr, des peines de prison sont à inscrire dans le tableau des événements; et aussi des blessés des deux côtés. Du côté de la répression, ce sont les flash-ball et leurs balles en caoutchouc qui accompagnent gaz lacrymogènes et autres bombes assourdissantes.

Avec ZAD partout, zone à défendre, les éditions de L'Insomniaque font preuve du souci de transmettre l'histoire d'un combat, l'histoire d'une lutte riche d'imagination et d'avenir.

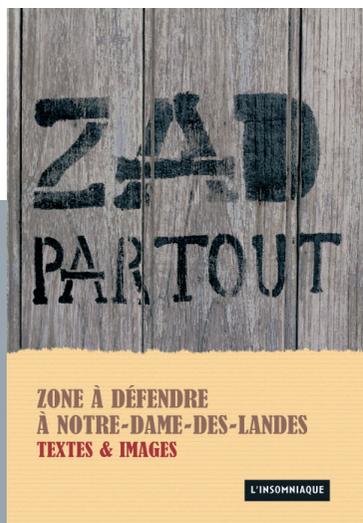
Et on se souviendra alors d'un autre combat, qui ressemble à celui-là, contre l'armée, sur le plateau du Larzac, mené de 1971 à 1981, et qui fut gagné de justesse. Cette dernière histoire nous a été transmise par Pierre-Marie Terral dans son *Larzac. De la lutte paysanne à l'altermondialisme*.

Le samedi 11 mai 2013, sur la ZAD, une chaîne humaine a réuni environ 40 000 personnes opposées au projet d'aéroport. Indépendamment de cette action d'un jour, il nous semble que les activistes installés là préfigurent ce que l'on peut nommer « un nouveau sujet politique qui hait la politique séparée », un nouveau sujet de l'Histoire qui pourrait remplacer les protagonistes du passé qui ont échoué à changer le monde.

« Qui vient ici sans idée préconçue décèlera vite, sous la boue et les images toutes faites, qu'il se passe quelque chose : la recherche, qui peut paraître inouïe, d'une sortie de l'économie et de ses paramètres délirants... [...] En quelque sorte, commencer... Enfin ! » Les légions de César vaincraient-elles le courageux petit peuple de la boue ?

André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué de la FA



Collectif, *ZAD partout, zone à défendre à Notre-Dame-des-Landes, textes et images*, L'Insomniaque, 2013, 144 pages.



Jeudi 13 juin

15 heures > 16 h 30, **Bibliomanie**. Autour des livres. Philippe Forest présentera *Le Chat de Schrödinger* (Gallimard) et *Toute la nuit*.

Vendredi 14 juin

14 h 30 > 16 heures, **Les oreilles libres**. Musique Stormy Six 2 février. En 2012 est sorti dans une édition économique le coffret *Original Album Series* de Stormy Six, regroupant les 5 derniers albums du groupe. Occasion pour nous de nous pencher sur l'histoire de ce groupe italien unique.

Samedi 15 juin

11 h 30 > 13 h 30, **Chronique syndicale**. Lutttes et actualités sociales. Précarisés, pas démotivés ! *Les Jeunes, le travail et le syndicalisme* (l'Atelier) avec M. Wakaloulis.

13 h 30 > 15 h 30, **Chroniques rebelles**. Débats dossiers et rencontres.

Dimanche 16 juin

15 h 30 > 17 heures, **Des mots, une voix**. L'émission recevra l'écrivain Olivier Apert pour ses livres *Baudelaire* (Infolio), *Upperground* (La Rivière échappée) et *Gauguin* (Infolio) et l'écrivain Tristan Felix pour la revue *La Passe* et le livre *À l'ombre des animaux* (L'Arbre).

Lundi 17 juin

11 heures > 13 heures, **Lundi matin**. Infos et revue de presse.

Mardi 18 juin

18 heures > 19 h 30, **Idéaux et débats**. Nous recevrons, en direct, Laurence Tellier-Lioniewski pour évoquer *Une vie parallèle* (Gallimard) et en fin d'émission nous diffuserons un entretien réalisé avec Zéno Bianu et André Velter à propos de *Prendre feu* (Gallimard).

Mercredi 19 juin

18 h 30 > 20 h 30 **Femmes libres**. Muriel Salmons présentera *Le Livre noir des violences sexuelles* (Dunod).

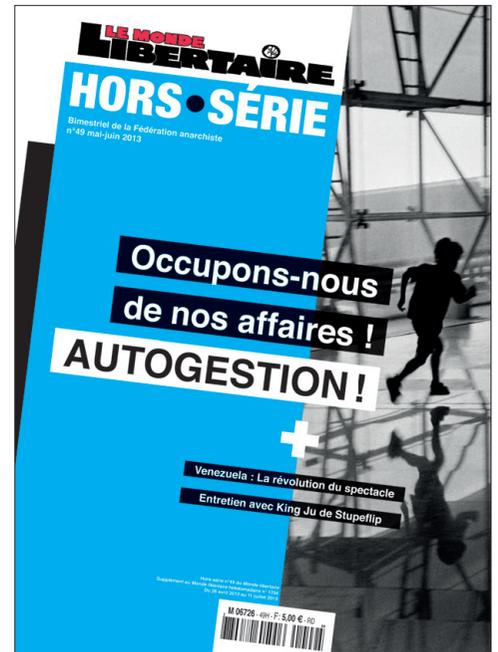
20 h 30 > 22 h 30 **Ras les murs**. Actualité des luttes des prisonniers.



Nouveaux à la Fédération

Une nouvelle liaison est présente en Vendée à la Roche-sur-Yon, vous pouvez contacter la **liaison Henri Laborit** à l'adresse: henri-laborit@federation-anarchiste.org

Un deuxième groupe s'est formé en Ardèche, vous pouvez rejoindre le **groupe de la Haute-Vallée de l'Ardèche** à l'adresse: hautevalleedelardeche@federation-anarchiste.org



Le Monde libertaire hors-série est en vente en kiosque jusqu'au 11 juillet 2013.

Soutenez-nous !

La librairie du Monde libertaire a besoin de vous.

La librairie du Monde libertaire, c'est :

- un espace militant accessible 38 heures par semaine, 50 semaines par an...
- des livres, encore des livres, et puis des revues, et des DVD, des CD...
- des débats, des films, des expos, des rencontres avec des auteurs, des activistes venus du monde entier...
- un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste...
- des ouvrages accessibles partout grâce à la diffusion par correspondance...

Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades... bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples, important face à la montée du racisme et du nationalisme, important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leur masque hideux.

Nous lançons donc une souscription pour notre librairie.

Vous pouvez nous aider :

- par voie postale, en nous adressant un chèque à l'ordre de Publico à notre adresse (145, rue Amelot, 75011 Paris)
- en espèce ou carte bleue directement à la librairie
- sur notre site librairie-publico.com, en achetant, autant de fois qu'il vous plaira, l'article « Participation supplémentaire au port ».

Le mouvement libertaire a besoin de sa librairie, nous avons besoin de votre aide pour la faire vivre ! Ami.e.s, compagnes et compagnons, nous comptons sur vous.

Du 1^{er} au 30 juin

Paris XI^e

Exposition «Nestor Makhno, sa vie, son combat, son histoire». Illustrée par Éric Savignac et raconté par Dominique Guerin, un essai sous la forme d'un recueil associant les images et les textes. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf, Filles-du-Calvaire et République. Entrée libre et gratuite.

La librairie du Monde libertaire sera dorénavant fermée le lundi. La librairie est ouverte du mardi au vendredi de 14h à 19h30 et le samedi de 10h à 19h30.

rien que du nouveau. 25, rue Gambetta. Entrée libre.

d'humeur et d'humour. Librairie l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire

Paris XI^e

16h30. Rencontre-débat avec Nils Anderson et l'émission Sortir du colonialisme de Radio Libertaire autour du livre *La Pacification* de Hafid Keramane aux Éditions Les Petits Matins. Paru en février 1960, *La Pacification* dresse le terrible répertoire des moyens de répression exercés par le gouvernement français contre les combattants algériens et les opposants à la guerre d'Algérie. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XI^e

17 heures. «Marx, l'anarchisme et les enjeux de l'émancipation au XXI^e siècle.» Rencontre avec Philippe Corcuff. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M° Oberkampf, République ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Jeudi 13 juin

Paris XI^e

18 heures. Rencontre avec Luc Vidal qui nous présentera le dernier numéro des *Cahiers Léo Ferré* consacré à la mémoire et la mer. À la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Vendredi 14 juin

Paris XVIII^e

19 heures. Débat organisé par le groupe libertaire Louise-Michel sur le thème: «Techniques, technologies, technosciences: comment dépasser l'alternative technophobie versus technolâtrie?» Introduction par Nicolas Cornuault, Franck Bourrat, Marc Silberstein. À la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette. Entrée libre et gratuite.

Samedi 15 juin

Mâcon (71)

19h30. Conférence-débat «L'innovation, pourquoi faire? Ou à quoi nous servent les nouvelles technologies!». Avec la participation de Pièces et main d'œuvre de Grenoble pour la projection du film *RFID: la police totale* et pour la présentation de leur dernière parution à l'Échappée *Sous le soleil de l'innovation*:

Dimanche 16 juin

Saint-Hilaire-du-Rosier (38)

14h30. Le goût du local. Un moment pour découvrir l'alimentation de proximité et échanger sur nos pratiques de consommation. Visite de l'exploitation, médiathèque sociale itinérante, marché de producteurs, projection du film de l'Amap Court-Circuit, table de presse et préparation autogérée du repas. Rencontre-débat organisée par collectif La Rue râl et le groupe Henry-Poulaillé. Champ Bouzard-La Plaine.

Mardi 18 juin

Ambazac (87)

20h30. Spectacle sur le nucléaire *Avenir radieux, une fission française* avec Nicolas Lambert, suivi d'un débat. Salle des fêtes. Prix d'entrée: 10 euros. Réservation: 05 55 32 47 78.

Jeudi 20 juin

Merlieux (02)

18h30. Rencontre-débat avec Muriel Mollard, un écrivain local, pour son premier roman *Sans bleu* (La Main multiple). Apéro dînatoire. Table de presse. Entrée libre et gratuite. Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles.

Samedi 22 juin

Rouen (76)

17h30. Concert-tôt en lutte majeure avec le groupe Dada, chansons

Samedi 29 juin

Paris XI^e

16h30. Marie-Claire Calmus présentera son nouveau spectacle *Corps et Mots* (poèmes, chansons, chroniques) à l'occasion de la sortie de son CD de chansons *Passions et Révoltes*. Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. Entrée libre.

Paris XVIII^e

La bibliothèque La Rue est ouverte tous les samedis de 15 heures à 18 heures au 10, rue Robert-Planquette. Un samedi par mois une rencontre avec un écrivain, un artiste ou un militant anarchiste est organisée. Pour en savoir plus, consultez le site de la bibliothèque Bibliotheque-larue.over-blog.com

Metz (57)

15 heures. Manifestation pour l'amnistie des militants du mouvement social. Départ place Mazelle, devant l'immeuble du Medef.

Dimanche 8 septembre

Cluny (71)

De 9 heures à 18 heures. 6^e Salon du livre libertaire de Saône-et-Loire, organisé par le groupe libertaire La Vache noire. Espace des Griottons. Jeudi 13 juin.

LA CONQUETE DU PAIN PRESENTE:

**EXPOSITION DE POCHOIRS PAR SO
DU 14 JUIN AU 30 JUIN**

VERNISSAGE LE 14 JUIN A 18H30



**BOULANGERIE LA CONQUETE DU PAIN
47 RUE DE LA BEAUNE
93100 MONTREUIL**

METRO: CROIX DE CHAUX

**OUVERTE DE 8H À 14H ET DE 16H A 20H
DU LUNDI AU VENDREDI**